

Le PLF 2021
aujourd'hui devant
les députés

**Le déficit
budgétaire
prévu pour
l'année
2021 devra
augmenter à
13,75 % du PIB**

de l'administration **Le Monde**

Quotidien National d'Information • www.lemondeadm.com

Mardi 10 Novembre 2020 / N° 993

Prix : 20 DA

Pr Mohamed Belhocine
à la radio Chaîne 1 :

**Trois
facteurs sont
à l'origine de
l'augmentation
des cas de
Coronavirus**

El-Djeïch:

**La nouvelle
Algérie se
concrétisera
sur le terrain**

**Le Pr Senhadji
refuse de
parler d'une
2ème vague**

12e réunion des chefs
d'états-majors des
Armées des 5+5
Défense

**Le général-
major
Abdelhamid
Ghriss
représente Saïd
Chanegriha**

Ammar Belhimer:

**« L'ère de la
tutelle sur
l'information
est révolue »**

Feux de forêts à
Gouraya (Tipasa) :

**Plus de 50
psychologues
mobilisés pour la
prise en charge
des sinistrés**

Reconduction du
confinement sanitaire:

**Les anciennes
autorisations
exceptionnelles de
circulation
annulées et
remplacées par un
nouveau modèle**

Reboisement

**Reboisement d'un
million d'arbres
seront plantés
avant la fin de
l'année**

CAN 2021 : Algérie-Zimbabwe

Pétrole

**L'annonce d'un vaccin
du covid-19 fait
augmenter les prix**

Pétrole

**L'Opep pourrait
"ajuster" l'accord
de réduction**

Finance islamique :

**Sept banques
obtiennent le
certificat de
conformité**

**Les "Verts" replongent
dans l'ambiance
des matches officiels**

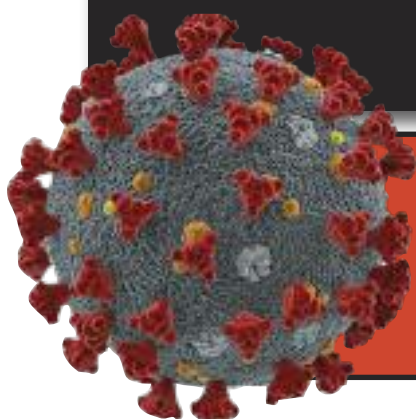
Présidence

**Le Président
Tebboune adresse
ses remerciements
au Algériens pour
l'intérêt porté à son
état de
santé**



Coronavirus:

**642 nouveaux cas, 288 guérisons et 14 décès
ces dernières 24 heures en Algérie**



LE PLF 2021 AUJOURD'HUI DEVANT LES DÉPUTÉS

Le déficit budgétaire prévu pour l'année 2021 devra augmenter à 13,75 % du PIB

Le projet de loi de finances (PLF) 2021 sera présenté, aujourd'hui, devant les députés de l'APN pour débat et adoption. Avant l'examen par les membres de la commission, la représentante du gouvernement et ministre des Relations avec le Parlement, Besma Azouar, a présenté un exposé sur ce projet, au nom du ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane, dans lequel elle a relevé la spécificité du contexte économique et financier marquant l'élaboration de ce texte et ce "au vu d'une crise sanitaire extrêmement grave aux retombées imprévisibles sur les opérateurs économiques". Pour Mme Azouar, la nouvelle loi de finances tend à consolider les fondamentaux économiques en 2021, à travers la reprise graduelle de l'activité et l'allègement de certains dysfonctionnements financiers, outre le soutien permanent des catégories vulnérables à faible revenu. De son côté, le président de la commission des finances et du budget, Ahmed Zeghdar, a insisté sur l'impérative consécration de tous les efforts pour l'élaboration d'une loi de finances répondant aux aspirations du peuple pour l'édification de l'Algérie, rappelant les circonstances que travers le pays à la lumière des défis imposés par le recul des revenus en devise d'une part et la pression de la pandémie mondiale, d'une autre part. Soulignant que le PLF 2021 "fait triompher le caractère social de l'Etat", le même intervenant a mis l'accent sur l'importance de l'effort législatif pour "une distribution équitable des richesses et la simplification des mécanismes de leur création et développement, ainsi que l'encouragement des initiatives associant tous les enfants de l'Algérie". Il s'est dit convaincu que "l'économie nationale peut toujours dépasser les risques avec succès et réaliser des résultats positifs", au regard de l'évolution des revenus de la fiscalité ordinaire devant couvrir les dépenses de fonctionnement en toute facilité, loin des rentes pétrolières, et ce grâce aux mesures prévues dans le projet pour optimiser le recouvrement fiscal et soutenir l'activité de production. Ce projet, ajoute M. Zeghdar, "sera débattu, peaufiné et publié avec un meilleur contenu, dans le sens où il tiendra compte de la vulnérabilité du citoyen en cette conjoncture difficile et établira un équilibre entre les besoins de l'Etat et ses missions qui doivent se poursuivre, quels que soient les sacrifices". Le projet de loi de finances 2021 prévoit une baisse des réserves de change à moins de 47 MDS/USD en 2021, avant une reprise progressive lors des deux années suivantes. Le niveau des réserves de change atteindra 46,84 MDS/USD soit près de 16,2 mois d'importations de marchandises et de services hors facteurs de production. Cette situation interviendra suite à l'amélioration prévue dans le déficit de la balance des paiements qui devrait atteindre -3,6 MDS en 2021. Néanmoins, le niveau des réserves de change connaîtra une hausse progressive en 2022 (47,53 MDS/USD) et en 2023 (50,02 MDS/USD) grâce à l'excédent prévu pour ces deux années, ajoute le ministre des Finances. Le projet de loi de finances (PLF) propose la clôture de 38 comptes d'affectation spéciale, et ce dans le cadre de la réhabilitation des principes budgétaires publics. Cependant, au fil du temps, ce mécanisme est devenu un outil de financement permanent, ce qui a rendu difficile le contrôle des dépenses publiques. La multiplication des comptes d'affectation spéciale a entraîné une mobilisation inefficace des ressources budgétaires. Pour la période 2021-2023, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) devrait s'établir à 4,0 %, lit-on dans l'exposé du ministre des finances. Concernant la croissance hors hydrocarbures, elle devrait atteindre 2,4 % en 2021, 3,37 % en 2022 et



3,81 % en 2023. Le secteur des hydrocarbures demeurera relativement équilibré en matière de croissance globale, le niveau de la croissance du volume de sa valeur ajoutée s'élèverait à 7,24 % entre 2021-2023. Pour l'inflation, le PLF 2021 prévoit "une légère accélération" en 2021 pour atteindre 4,5 %, en raison de la baisse de la consommation et des revenus des ménages et des sociétés, suite à l'exécution des instruments de la politique monétaire. Le taux d'inflation atteindra 4,05 % en 2022 et 4,72 % en 2023, selon les chiffres du ministre des Finances. Selon l'encadrement économique global auquel s'est référé le PLF, le prix référentiel du baril de pétrole devrait se stabiliser autour de 40 USD pour la période 2021-2023 avec la stabilité des cours du marché mais avec un écart de cinq (+5) dollars/baril par rapport au prix du baril devant s'établir à 45 dollars durant la même période. Les recettes pétrolières devront atteindre, durant la période 2021-2023, 23,21 Mds USD en 2021, 28,68 Mds USD en 2022 et 26,45 Mds USD en 2023, sur la base de 45USD/baril en tant que prix du marché pour un baril de pétrole brut Sahara Blend durant la période de projection. Concernant l'importation des marchandises, une baisse devrait être enregistrée d'un taux de 14,4% de la valeur courante en 2021 par rapport à la clôture 2020, pour atteindre 28,21 MDS/USD. Les importations devront atteindre 27,39 Mds/USD en 2022 puis 27,01 Mds/USD en 2023 et ce dans le cadre de la rationalisation continue des importations et leur remplacement progressif par le produit local. Selon le PLF 2021, les comptes extérieurs de l'Etat devront atteindre un solde global négatif de -3,60 Mds USD, soit une amélioration ressentie par rapport à 2019 (-16,93 Mds/USD) et à 2020 (-12,3 Mds/USD par rapport à la clôture 2020). Le déficit budgétaire du compte courant devra enregistrer une baisse de -10,6% par rapport au Produit intérieur brut (PIB) à la clôture 2020 puis à -2,7% en 2021. Le déficit connaîtra un taux de -0,6% de PIB durant la période 2021-2023. En revanche, les dépenses budgétaires totales prévues pour la même période, augmenteront pour passer de 7.372,7 mds de Da dans la LFC 2020, à 8.113,3 mds de Da en 2021 (+10%), ensuite à 8.605,5 mds de Da en 2022 (+ 6,07%), puis à 8.680,3 mds de Da en 2023 (+0,9%). Ces prévisions portent sur le budget de fonctionnement qui devra connaître une hausse de 5,1% au cours de la période 2021-2023, pour atteindre 5.314,5 mds de Da en 2021 (11,8%), puis 5.358,9 mds de Da en 2022 (0,8%), ensuite 5.505,4 mds de Da en 2023 (+2,7%). Quant aux dépenses d'équipement, elles s'élèveront à 2.798,5 mds de Da en

2021 (+ 6,8%), ensuite à 3.246,6 mds de Da en 2022 (+16,01 %), pour ensuite baisser à 3.174,9 mds de Da en 2023 (- 2,2 %), selon les chiffres présentés. Les membres de la Commission des finances et du budget ont réclamé davantage de mesures pour protéger et sauver les entreprises face aux répercussions négatives de la pandémie de coronavirus sur les différentes activités économiques. Ils ont affirmé que les entreprises économiques "souffrent dans le silence et plusieurs risquent la faillite", ajoutant qu'on ne peut parler de relance de l'économie en tant qu'objectif stratégique pour l'an prochain, en l'absence d'aides financières urgentes au profit des entreprises affectées. Par ailleurs, un membre de la commission s'est interrogé sur l'utilité des mesures incitatives fiscales et douanières et les avantages contenus dans le PLF 2021 au profit des Startups "si l'ensemble du tissu économique souffre et nécessite une aide". Par ailleurs, les intervenants ont insisté sur l'impérative maîtrise des dépenses budgétaires durant les prochaines années, s'interrogeant sur la méthode de financement du déficit prévu qui se creusera à taux relativement élevés d'ici fin 2020 et ultérieurement. Certains membres ont rejeté le recours systématique aux augmentations des taxes et impôts et la création de certaines taxes, à l'instar de celle relative au carburant applicable aux frontières pour les véhicules et camions devant quitter le territoire national. Des membres se sont étonnés de la réduction du budget de certains secteurs comme le Tourisme et l'Agriculture qui pourtant occupent une place importante dans le plan gouvernemental visant à trouver des alternatives aux hydrocarbures. Les membres de la commission ont, en outre, insisté sur l'importance d'allouer toutes les ressources financières nécessaires à la prise en charge des zones d'ombre, compte tenu de leur déficit en infrastructures. Certains membres se sont interrogés sur les raisons de la hausse de l'inflation enregistrée actuellement et prévue pour les années à venir et sur les moyens de la contrôler pour préserver le pouvoir d'achat des citoyens et des catégories précaires. Concernant les fonds spéciaux, les membres de la commission ont salué la fermeture de 38 comptes d'affectation spéciale dans le cadre du projet

de loi de finances pour l'exercice 2021, mais ont demandé davantage de précisions sur la manière dont cela a été fait et sur le sort des fonds qui s'y trouvaient et des comptes restants.

M. H

Pr Mohamed Belhocine
à la radio Chaîne 1

**BENBOUZID : « TOUTES LES
STATISTIQUES FOURNIES À
PROPOS DES VICTIMES DE LA
PANDÉMIE SONT CORRECTES »**



Le professeur Mohamed Belhocine, président de la cellule opérationnelle chargée d'investigation et de suivi des enquêtes épidémiologiques au ministère de la santé, a confirmé aujourd'hui, qu'il y a trois facteurs principaux qui sont à l'origine de l'augmentation des cas de Coronavirus ces derniers jours. «L'augmentation des infections est due à trois raisons principales. La première concerne les basses températures qui contribuent à la propagation du virus, la seconde est la reprise de plusieurs activités, ce qui signifie plus de friction et la transmission de l'épidémie. La troisième c'est qu'il y a un état de laxisme dans la prévention parmi les citoyens. », a déclaré le professeur lors de son intervention à la radio chaîne 1. Le professeur Belhocine a qualifié la situation épidémiologique de « préoccupante », et a souligné que les équipes d'enquête sur l'épidémie à travers les wilayas font face à des difficultés dans leur travail, dont la plus importante est « le refus des familles de se soumettre à ces enquêtes épidémiologiques d'une manière qui conduit à l'émergence de cas parmi leurs membres ».

Y.D

El-Djeïch

La nouvelle Algérie se concrétisera sur le terrain



Avec la nouvelle Constitution adoptée le 1er novembre, "l'Algérie sera plus solide et ouverte", a affirmé la revue El Djeïch dans son dernier numéro, soulignant que cette Constitution "consacre l'alternance démocratique au pouvoir et assure un changement radical du mode de gouvernance". Avec la Constitution de novembre, l'Algérie sera plus solide et ouverte, tant elle consacre l'alternance démocratique au pouvoir et assure un changement radical du mode de gouvernance et de ses mécanismes", est-il écrit dans son éditorial. Selon la revue, ce changement "provoquera une véritable rupture avec les pratiques du passé qui ont sapé l'autorité de l'Etat et a été à l'origine de la perte de confiance du citoyen envers ses institutions constitutionnelles". Elle permettra, comme l'a affirmé le président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, de "poser les fondements d'un système démocratique garantissant la protection des droits et des libertés, réalisant l'équilibre entre les différents pouvoirs et assurant la moralisation de la vie quotidienne+", a-t-elle ajouté. La revue de l'Armée a salué, dans ce contexte, la "loyauté" du peuple algérien qui a "fait prévaloir la voix de la rai-

son et l'intérêt de la patrie sur tout autre intérêt, contribuant ainsi au succès du référendum sur le projet d'amendement de la Constitution et ouvrant la voie à la concrétisation du projet de la nouvelle Algérie et à la réalisation de ses aspirations dans une Algérie puissante, sûre et prospère». Elle a estimé que le référendum sur la nouvelle Constitution "préfigure l'avènement de la nouvelle Algérie dont les premiers jalons ont été posés par le peuple algérien", relevant que le choix de la date du 1er novembre pour l'organisation de ce référendum "a une puissante dimension symbolique». Ce choix, a-t-elle poursuivi, est "synonyme de fidélité au sacrifice des valeureux Chouhada qui ont offert leur vie pour que nous puissions vivre et pour que vive l'Algérie libre et indépendante". Tant que l'objectif poursuivi est l'édification d'un Etat émanant de la volonté du peuple et à son service, la nouvelle Algérie verra inéluctablement le jour à travers une série de réformes profondes inscrites dans la Constitution de novembre 2020", a-t-elle soutenu. L'édification de cet Etat "permettra de se consacrer véritablement au développement national, d'impliquer effectivement les jeunes et la société civile dans ce processus en leur donnant l'opportunité de contribuer à l'avènement

du changement global et, par là même, à la promotion de la société à tous les niveaux", a expliqué la revue. "Atteindre ce que nous escomptons tous de stabilité permanente pour notre pays et de bien-être pour notre société, n'est pas si loin pour nous en tant qu'Algériens. Si les intentions sont sincères, si les volontés sont réelles et si les déterminations sont conjuguées, aucun obstacle ne pourra freiner la marche de la nouvelle Algérie. Nous avons tant de leçons à puiser de notre glorieuse histoire, et il est impératif de nous en inspirer aujourd'hui et demain, pour que notre pays retrouve sa juste voie en nous entraînant et en conjuguant nos efforts afin qu'il puisse de nouveau avancer avec assurance vers l'édification d'une Algérie puissante, sûre et développée", a-t-elle écrit, citant le chef d'état major de l'ANP, le général de corps d'armée, Saïd Chanegriha. A cet égard, la revue assure qu' "après avoir joué pleinement son rôle en assurant l'accomplissement global du processus référendaire, notre vaillante armée continue de s'acquitter de ses nobles missions, sans jamais dévier, par fidélité aux glorieux Chouhada de la révolution libératrice, aux valeureux moudjahidine et aux meilleurs parmi les enfants de la patrie".

Ali Oumniguen / Ag

Rebond de la Covid-19 :

Le Pr Senhadji refuse de parler d'une 2ème vague

Le Président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, Pr. Kamel Senhadji a affirmé lundi à Alger que scientifiquement parlant, il ne s'agit pas d'une deuxième vague de Covid-19 en Algérie, insistant sur l'impératif "respect individuel et scrupuleux" des gestes barrières pour enrayer l'expansion du virus. Invité à la radio nationale, M. Senhadji a indiqué que la récente hausse des cas de contaminés par la covid-19 en Algérie "ne signifie en aucun cas l'enregistrement d'une deuxième vague". Scientifiquement parlant, dans le cas d'une deuxième vague, le virus doit changer, faire des mutations génétiques, évoluer et changer ses caractéristiques, ce qui n'est pas le cas en ce moment en Algérie", a-t-il déclaré. Imputant la tendance haussière du nombre de contaminés enregistrée ces dernières semaines au "relâchement" dans l'application des mesures préventives, le professeur a exhorté tout un chacun au strict respect des gestes barrières, une condition sine qua non pour concrétiser le plan d'urgence, qu'il a qualifié d'approprié, mis en place par les hautes autorités



pour faire face à la pandémie. Par ailleurs, l'intervenant a "écarté" l'éventualité d'une nouvelle contraction de la Covid-19 par les personnes rétablies, toutefois cela n'a pas encore été confirmé par les études et recherches scientifiques, précisant qu'une nouvelle contraction du coronavirus est tributaire d'une profonde mutation génétique du virus. Pour ce qui est des tests de dépistage de la Covid-19,

Pr Senhadji a salué la prise de conscience des citoyens qui se font tester "volontairement", indiquant que chaque type de test a ses avantages et ses inconvénients. Le mieux serait de se soumettre à différents tests pour assurer "un diagnostic précis", a-t-il dit. Concernant une éventuelle propagation d'autres pandémies, l'intervenant a fait savoir que l'Algérie, à l'instar des autres pays du monde, vit "l'ère des épidémies", imputant cela à "des déséquilibres environnementaux". Il a appelé, dans ce sens, à "adopter une politique anticipative pour le suivi de ces pandémies, à travers des études scientifiques" et non une politique réactive, comme c'est le cas actuellement en Algérie et à travers le monde. Par ailleurs, Pr Sanhadi a souligné la nécessité de réaliser un "hôpital spécialisé dans la mise en quarantaine", qui permettra de prendre en charge les premiers cas atteints des différentes épidémies pour endiguer leur propagation et effectuer des recherches scientifiques.

Y.D

12e réunion des chefs d'états-majors des Armées des 5+5 Défense

Le général-major Abdelhamid Ghriss représente Saïd Chanegriha



Dans le cadre des activités de l'Initiative 5+5 Défense, inscrites pour l'année 2020, et en qualité de représentant de Monsieur le général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, le général-major Abdelhamid Ghriss, secrétaire général du ministère de la Défense nationale a pris part, ce lundi 09 novembre 2020, par visioconférence, aux travaux de la 12e réunion des chefs d'Etats-majors des Armées des pays membres de l'Initiative 5+5 Défense". Cette séance a été présidée par le Commandant des Forces Armées maltaises depuis La Valette, dont le pays assure la présidence tournante de l'Initiative pour l'année en cours. Lors de cette réunion, le secrétaire général du MDN a souligné, dans son allocution, "le contexte international et régional particulier qui caractérise la tenue de cette rencontre", en mettant l'accent sur "l'engagement de l'Algérie au principe de la coopération dans le cadre de l'espace 5+5 Défense". "Notre rencontre intervient dans un contexte multinational et régional marqué par des vulnérabilités et des menaces aggravées par une situation sanitaire complexe au regard des perturbations engendrées par le coronavirus dans la réalisation des objectifs assignés. Néanmoins, cette situation a été la démonstration du degré de maturité de l'Initiative 5+5 Défense et la détermination des pays membres à agir ensemble pour la pérennité et la consolidation de notre forum", a relevé le général-major Abdelhamid Ghriss. "L'Algérie tient à marquer son attachement aux principes fondateurs de l'initiative et son caractère non contraignant, et son engagement aux côtés des pays membres dans la poursuite d'une coopération active et constructive visant la lutte contre les menaces transfrontalières que sont le terrorisme et ses connexions avec le crime organisé, les migrations illégales, les trafics d'armes, de drogue, la traite des êtres humains et la cybercriminalité". Etaient inscrits à l'ordre du jour de cette réunion, "les enjeux régionaux et les défis communs des pays membres de l'Initiative, en l'occurrence, la France, l'Italie, la Libye, Malte, la Mauritanie, le Maroc, le Portugal, l'Espagne et la Tunisie. De même, il était question d'évaluer le taux d'exécution du Plan d'action de l'Initiative pour l'année en cours et d'étudier l'impact de la pandémie Covid-19 dans la zone du Bassin Ouest-Méditerranéen, ainsi que les moyens et les voies potentiels qui permettraient de renforcer la coopération entre les pays membres dans ce cadre". Les travaux de cette réunion ont été sanctionnés par l'approbation de la déclaration conjointe définissant les axes de coopération militaire multilatérale pour la coordination des actions visant à promouvoir la sécurité et la stabilité en méditerranée occidentale.

Ammar Belhimer

« L'ère de la tutelle sur l'information est révolue »

Le ministre de la Communication, Porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, a indiqué lundi que "l'ère de la tutelle sur l'information est révolue", assurant que toutes les activités des partis opposés au projet d'amendement constitutionnel soumis à référendum le 1er novembre "ont été couvertes par les médias publics". Dans un entretien au journal électronique "Nouvelles d'Algérie", et en réponse à une question sur les partis opposés à l'amendement constitutionnel qui se sont plaints de restrictions politiques et d'un blackout des médias publics, le ministre a affirmé que "l'heure de la tutelle sur l'information est révolue", assurant que "toutes les activités des partis opposés au document de l'amendement constitutionnel ont été couvertes par les médias publics". Et d'ajouter que cette question devrait être posée aux organes qui n'ont pas assisté auxdites activités car, a-t-il dit, le ministère ne s'immisce pas dans le travail des salles de rédaction. La plupart de ces partis ont participé au débat et à l'enrichissement en soumettant des propositions. Leurs dirigeants ont rencontré le président de la République et ils ont pu organiser leurs meetings et leurs activités de proximité, a tenu à rappeler M. Belhimer, réfutant l'idée selon laquelle la pandémie de Covid-19 aurait été exploitée pour restreindre les libertés et les partis d'opposition. La conjoncture sanitaire a imposé à tout un chacun de s'adapter à une situation inédite, aussi bien au niveau de l'action politique que dans les établissements névralgiques tels que les hôpitaux, les écoles, les mosquées, les marchés et les espaces commerciaux, a expliqué le ministre. En réponse à une question sur "les restrictions imposées sur les libertés d'expression et d'opinion ou encore l'intimidation de journalistes et l'interpellation d'activistes du Hirak populaire dont le Gou-



vernement appréhenderait le retour", M. Belhimer a indiqué que "les manifestations ne se sont interrompues qu'avec l'apparition du coronavirus dans notre pays, c'est là une réponse suffisante aux récalcitrants, et sur la décision à l'origine de la suspension des activités". L'interdiction de rassemblement a émané d'un comité scientifique médical spécialisé et n'a nullement de lien avec la politique, a-t-il souligné, rappelant qu'aucun journaliste n'a été arrêté pour des raisons professionnelles, et que "la majorité des activistes politiques sont sortis de prison après leur audition par le juge et avoir bénéficié de l'acquittement". Cependant, la liberté ne si-

gnifie aucunement "attenter aux fondements et constantes de la nation ou menacer son unité et la stabilité de la société, d'une part, et les droits des individus, d'autre part." Nul ne doit se dissimuler sous le couvert de la liberté d'opinion excessive et outillée par des mains étrangères aux fins de déstabiliser le pays, nul n'est au-dessus de la loi", a-t-il soutenu. Evoquant les données communiquées par son département ministériel sur le traitement de l'information, M. Belhimer a dit qu'elles visent à organiser le secteur et mettre un terme à l'anarchie et au chaos qui régnaient autrefois. Le lecteur n'était plus en mesure de "faire la différence entre le travail

journalistique fondé sur les principes de droit à l'information ciblée stipulée par la Constitution et conforme à la déontologie, et les fake news, les rumeurs ou encore le chantage exercé par des prête-noms anonymes dont on ignore la source". Pour ce qui est du décret exécutif régissant la presse électronique, examiné récemment par le Gouvernement, le ministre a indiqué qu'à travers les textes juridiques devant être promulgués après débat et enrichissement, il sera procédé à "la mise en place de la cartographie des médias algériens, toutes spécialités confondues, ce qui facilitera l'organisation de la profession et la distinction entre le travail d'information et le travail de propagande". Soulignant que le progrès technologique et le transfert numérique en tant que "choix stratégiques" imposent au Gouvernement de "construire une information numérique solide, loin de toute anarchie et des cas de suspicion qui empoisonnent la vie des citoyens, du fait de la grande prolifération de faux sites à des fins nullement innocentes et qui sont alimentés à partir d'autres rives", M. Belhimer a rappelé le rôle de son ministère, à savoir: l'organisation, la coordination et la réhabilitation de la presse et des journalistes. Pour ce qui est des mesures devant être prises par le Gouvernement pour la réglementation et la régulation du secteur de l'audio-visuel, le ministre a fait savoir qu'aller vers "l'algérianisation de l'arsenal juridique" des chaînes "est chose obligatoire", afin que ces chaînes puissent bénéficier des dispositions des lois algériennes et économiser de l'argent à travers la diffusion de leurs programmes de l'intérieur de notre pays et faciliter ainsi l'opération de réglementation du secteur conformément à un cahier des charges précis et propre à l'audio-visuel.

Houda H / Ag

Feux de forêts à Gouraya (Tipasa) Plus de 50 psychologues mobilisés pour la prise en charge des sinistrés

Plus de 50 psychologues ont été mobilisés pour la prise en charge des victimes des incendies de forêts qui s'étaient déclarés le week-end dernier à Gouraya et ayant causé la mort de deux personnes, a indiqué lundi à Tipasa l'inspecteur général du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Aissa Tahraoui. Dans une déclaration à l'APS, en marge du lancement, en compagnie du wali de Tipasa Labiba Ouina, d'une caravane d'aides au profit des familles sinistrées, M. Tahraoui a souligné que le ministère de la Solidarité nationale "s'intéresse particulièrement à la prise en charge psychologique des familles sinistrées, notamment les catégories vulnérables, à l'instar des enfants, des femmes et des personnes âgées". L'inspecteur général du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a fait état de la mobilisation, par les services de son département ministériel, de deux équipes composées de cadres, de psychologues et de sociologues issus de sept wilayas du Centre dans le but, a-t-il dit, de "prendre en charge les sinistrés et réduire chez eux le choc causé par les incendies qu'ils avaient vécu". Le travail de ces équipes qui demeureront sur place, au niveau de la maison de jeunes de Gouraya où des familles sinistrées sont accueillies, "se poursuivra jusqu'au dépassement de cette crise", a-t-il assuré. Pour sa part, la wali de Tipasa, Labiba Ouina, a précisé que les services des wilayas de Tipasa, d'Alger, de Boumerdes, de Blida, d'Ain Defla, de Chlef et de Médéa ont participé à la caravane d'aide transportant de la literie, des appareils électroménagers et des produits alimentaires. Mme Ouina a réitéré, à l'occasion, la "poursuite des actions de solidarité et de soutien de l'Etat aux familles sinistrées jusqu'à stabilisation de la situation et le retour à la normale", a-t-elle ajouté. Le



conseiller à la communication du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Rachid Touahri, a indiqué, pour sa part, que la ministre de la Solidarité nationale "veille personnellement à la prise en charge psychologique et sociale des familles sinistrées, notamment les catégories vulnérables, à l'instar des enfants, des femmes, et femmes enceintes, afin d'atténuer le choc qu'ils ont vécu". La ministre de la Solidarité nationale a également souligné la nécessité d'accorder plus d'attention aux enfants afin qu'ils puissent poursuivre normalement leur scolarité et leur épargner les effets négatifs des scènes choquantes d'incendies, de flammes, de fumée et de cendres, qui resteront gravées dans leurs mémoires", a-t-il souli-

gné. "Les équipes spécialisées en psychothérapie prendront en charge les enfants scolarisés en priorité", a indiqué, de son côté, la psychologue Boumaiza Fatima, et ce, a-t-elle souligné, "dans le but de les aider à retourner sur les bancs des écoles, de prévenir aussi un éventuel isolement social, ou l'apparition de comportements agressifs ou incontinence urinaire, parallèlement à la prise en charge des cas ayant des difficultés à parler", a expliqué la spécialiste. "Une prise en charge est impérative sur les courts et longs termes", a-t-elle ajouté, relevant la possibilité de voir chez des enfants certains "effets rétroactifs qui pourraient leur causer des difficultés de communication".

Mounir A

Reboisement

Reboisement d'un million d'arbres seront plantés avant la fin de l'année

Le ministère des Ressources en eau compte planter un (01) million d'arbres avant la fin de l'année en cours, en réponse aux incendies qu'ont connus plusieurs wilayas du pays, a indiqué lundi le département ministériel dans un communiqué. Ce sont les employés des Ressources en eau qui planteront ces un (01) millions d'arbres avant 2021, a précisé la même source ajoutant que l'opération de reboisement sera lancée par le ministre du secteur Arezki Berraki. Elle débutera demain mardi sur les berges de Oued El Harrach au niveau de Bentalha commune de Barraki (Alger) avant de se poursuivre sur tout le territoire national, a-t-on souligné. Les 100.000 travailleurs du secteur, répartis entre l'administration centrale, l'administration déconcentrée et les établissements sous tutelle y participeront et planteront chacun dix (10) arbres, a indiqué le ministère. Cette opération de reboisement vient "renforcer les efforts du gouvernement qui tendent à améliorer le cadre de vie du citoyen en préservant les écosystèmes", a expliqué le ministère, précisant qu'elle intervient comme "une réponse aux incendies criminels qu'ont connus plusieurs wilayas du pays". Le ministère a, par ailleurs, rappelé que le secteur des Ressources en eau a déjà planté plus de deux (02) millions d'arbres les dernières années au niveau des bassins versants des barrages à travers le pays.

Tribunal de Sidi M'hamed

LE PROCÈS DE L'ANCIEN MINISTRE MOUSSA BENHAMADI REPORTÉ AU 16 NOVEMBRE

Le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a reporté, hier, au 16 novembre prochain le procès de l'ancien ministre de la Poste et des télécommunications décédé Moussa Benhamadi qui est poursuivi pour "obtention d'indus avantages" et "financement occulte de la campagne électorale de l'ex-président de la République, Abdelaziz Bouteflika". Certains accusés étaient absents de l'audience, dont les anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, et Abdelghani Zaalane, ancien directeur de campagne de l'ex-président, car ils sont impliqués dans l'affaire de Mahieddine Tahkout dont le procès en appel se poursuit actuellement au niveau de la chambre pénale de la Cour d'Alger. Ces anciens responsables sont poursuivis dans cette affaire pour "octroi d'avantages injustifiés à Benhamadi pour la réalisation de l'usine de médicaments GB Pharma dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah dans la capitale".



Jijel

UNE OPÉRATION D'IMMIGRATION CLANDESTINE DÉJOUÉE ET ARRESTATION DE DEUX INDIVIDUS

Les éléments de brigade mobile de la Police judiciaire (BMPJ) relevant de la sûreté de daïra de Chakfa (Jijel) ont déjoué une opération d'immigration clandestine et arrêté deux (2) jeunes organisateurs de la traversée par mer, a-t-on appris du responsable de la cellule de communication et des relations publiques auprès de ce corps de sécurité, le commissaire principal de police, Aziza Djrourou. Agissant sur la base de renseignements dénonçant des jeunes qui organisaient une opération d'immigration clandestine, les éléments de la BMPJ ont intensifié les recherches et les investigations et sont parvenus à identifier les suspects. Il s'agit, a ajouté la commissaire principale de police, de deux jeunes âgés de 27 et 28 ans qui organisaient des opérations d'immigration clandestine. Il a été procédé, durant cette opération, à la saisie d'un moteur d'une embarcation, 30 litres de carburant en plus d'un ventilateur pour embarcation à moteur, un gilet de sauvetage, un chariot de transport d'embarcation de grand format. Après la finalisation des procédures légales d'usage, les deux individus qui ont été présentés devant les instances judiciaires ont été mis sous mandat de dépôt.

Sûreté de Tizi Ouzou

DÉCÈS DU BRIGADIER DE POLICE PAR UNE BALLE TIRÉE DE SON ARME DE SERVICE

La Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) a enregistré, dimanche, la blessure d'un brigadier de police âgé de 42 ans, dans son domicile sis à Tizi Ghenif (W. Tizi Ouzou) par une balle tirée de son arme de service, avant de rendre l'âme lors de son évacuation vers l'hôpital. Selon un communiqué des services de la Sûreté nationale, le brigadier décédé relevait de la Sûreté de Daïra de Tizi Ghenif, (sûreté de la wilaya de Tizi Ouzou, soulignant "l'ouverture d'une enquête par le parquet territorialement compétent".

Skikda

2 ET 4 ANS DE PRISON À L'ENCONTRE DE 2 ANCIENS PRÉSIDENTS DE L'APC

Le tribunal correctionnel de première instance d'Azzaba (Est de Skikda) a condamné dimanche deux anciens présidents de l'APC de Skikda à quatre ans et deux ans, dont un avec sursis pour corruption. Le tribunal a condamné un entrepreneur poursuivi dans la même affaire à trois ans de prison et a acquitté la directrice de wilaya des travaux publics. Les anciens présidents de l'APC de Skikda M. B. et K. T. ont été poursuivis pour délit de dilapidation de deniers publics ayant coûté au trésor public environ 1,1 milliards DA sur des projets ayant duré plusieurs années, tandis qu'ils ne devaient prendre que quelques mois ainsi que sur des projets non encore achevés à ce jour et sur un autre qui n'a jamais été lancé, selon l'arrêt de renvoi. Des services compétents ont ouvert des enquêtes approfondies sur trois marchés passés par la commune de Skikda durant le mandat de K. T. et maintenus sous le mandat de sons successeur M. B. Outre ces deux présidents d'APC, les enquêtes, qui avaient révélé l'implication de cadres de la même collectivité, un cadre de la direction des travaux publics et deux entrepreneurs, ont notamment montré un non signalement délibéré de retard de plusieurs années dans la réception de projets, dont celui de l'aménagement de la corniche de Stora. Le représentant du parquet avait requis des peines de prison ferme de 7 ans à l'encontre des deux anciens présidents de l'APC de Skikda.

Oran

Démantèlement d'un réseau de falsification de documents officiels et escroquerie

Les services de la sûreté de wilaya d'Oran ont démantelé récemment, un réseau criminel, dont les membres sont impliqués dans une affaire de faux et usage de faux de documents administratifs officiels, imitation de sceaux officiels, escroquerie, entre autres. Les enquêteurs ont arrêté ainsi, six (6) personnes et saisi 7 cachets de différents types d'établissements et instances administratives, a-t-on, indiqué lors de la présentation de cette affaire au niveau du siège de la sûreté de wilaya d'Oran. Les éléments de la Brigade de Recherches et d'Investigations (BRI), relevant du service de wilaya de la police judiciaire, sont parvenus à démanteler une bande criminelle composée de 6 personnes, dont une femme, âgées entre 29 et 53 ans, impliquées dans une affaire de faux et usage de faux dans des documents administratifs officiels, imitation de cachets, mauvaise utilisation de fonction, utilisation de locaux publics pour leurs agissements frauduleux, escroquerie et usurpation de fonction. La même source a précisé que l'enquête a été déclenchée suite à une plainte déposée par une personne, victime d'escroquerie, ajoutant que les éléments de la BRI ont réussi à déterminer l'identité du meneur d'audit réseau criminel, un agent au sein de la délégation communale d'El-Hamri, et ont procédé à son arrestation. Lors de la perquisition, les policiers ont pris en flagrant délit le suspect en possession de 3 cachets imités de différentes formes d'établissements et instances administratives, des documents administratifs, une somme de 93.000 dinars, issue des affaires d'escroquerie, des copies de pièces d'identité. Poursuivant leur enquête, les enquêteurs ont pu localiser les autres membres du réseau, qui utilisaient un logement pour leurs activités douteuses et attirer leurs vic-



times, leur faisant croire qu'ils pouvaient leur vendre des logements sociaux contre la somme de 3,5 millions de dinars et d'acquérir en toute propriété des appartements et des villas haut de gamme, à travers des ventes aux enchères, tout utilisant les services d'un commissaire priseur pour leur faciliter les opérations de vente, entré autres, indique la même source. Ils ont par la suite procédé à l'arrestation du reste de la bande criminelle et après une perquisition autorisée par le procureur de la République du tribunal de Fellaoucen, les policiers ont découvert et saisi 4 cachets falsifiés de différentes dimensions d'établissements et d'instances administratives publics, 9 PV de transfert de propriétés des biens de l'Etat vers des propriétés privées concernant l'acquisition de logements, 5 copies de bons de versement de lots de terrains, des copies de pièces d'identité, des copies de PV de vente de conte-neurs, 13 téléphones mobiles et un véhicule, indique la même source, ajoutant que les 6 mis en cause seront présentés devant la justice.

Affaire Khalifa Bank D'autres accusés appelés à la barre

Le procès de l'affaire Khalifa Bank se poursuit lundi au tribunal criminel près la Cour de Blida avec l'audition du restant des accusés. Ouvert dimanche suite à la réponse favorable de la Cour suprême au pourvoi en cassation du dernier verdict prononcé en 2015, le procès a vu l'audition de l'accusé principal, Abdelmoumène Khalifa, ex PDG du groupe Khalifa, et de trois autres accusés sur un total de 11 devant être entendus hier. La présidente du tribunal avait interrogé au premier jour du procès l'accusé Khalifa sur les détails de création et de gestion de la banque El Khalifa, notamment le mouvement et le transfert des fonds. De même qu'il a été questionné sur la gestion de la compagnie aérienne relevant de son groupe et confronté aux accusations retenues contre lui. L'accusé Khalifa avait nié, dans ce cadre, toutes ces charges affirmant avoir été victime "d'un complot avec la complicité de l'ancien système". Plusieurs accusés auditionnés

dimanche sont revenus sur leurs déclarations faites auparavant, lesquelles condamnent le principal accusé dans l'affaire Khalifa, au sujet notamment du retrait de fonds sans titres réguliers. Le Tribunal criminel près la Cour de Blida avait condamné Abdelmoumène Khelifa, en 2015, à 18 ans de prison ferme, assortie d'une amende d'un million de DA et de la confiscation de l'ensemble de ses biens, pour "constitution d'une association de malfaiteurs", "vol en réunion et escroquerie" et "banqueroute frauduleuse, abus de confiance et falsification de documents bancaires" Abdelmoumène Khelifa a été remis à l'Algérie par les autorités britanniques en décembre 2013 "conformément aux procédures légales et aux dispositions de la convention judiciaire" entre l'Algérie et le Royaume-Uni, entrée en vigueur en 2007, et suite à l'épuisement de tous les recours introduits auprès de la justice du Royaume-Uni et de la justice européenne.

Bouira

Saisie de matériels et instruments destinés au faux monnayage et arrestation d'un individu à Sour El Ghoulane

Du matériel et instruments destinés à la fabrication de la fausse monnaie étrangère ont été saisis par les services de la gendarmerie nationale à Sour El Ghoulane, au sud de Bouira, qui ont arrêté un individu mis en cause dans cette affaire, a-t-on appris auprès du groupement de la gendarmerie nationale de la wilaya. Agissant sur la base de renseignements faisant état d'une activité suspecte d'un réseau criminel spécialisé dans le faux monnayage et l'écoulement de faux billets d'une monnaie étrangère (Euro) dans la ville de Sour El Ghoulane, l'unité de recherche et d'exploitation de la gendarmerie nationale a lancé une enquête minutieuse qui a abouti à l'arrestation des membres de ce réseau. "Le plan mis en place nous a permis d'arrê-

ter un individu (M.H.) à bord d'un véhicule touristique. Après une opération de fouille de la voiture, les éléments de la gendarmerie nationale ont découvert 30 paquets de feuilles de couleur noire destinées au trafic de faux billets en devise, à savoir l'euro", a expliqué le chargé de la communication du groupement territorial de la gendarmerie nationale de Bouira, l'officier Lahar Guerdouh. Le mis en cause dans cette affaire a été arrêté sur place et conduit à la brigade spécialisée de la gendarmerie nationale pour la poursuite de l'enquête. "L'individu arrêté a reconnu sa collaboration avec un ressortissant issu d'un pays africain", a expliqué l'officier Guerdouh, précisant qu'un dossier pénal avait été établi à son encontre pour le présenter devant la justice.

Affaire Khalifa Bank

Des accusés prétendent que de fausses déclarations leur ont été attribuées durant l'enquête

Des accusés dans l'affaire Khalifa Bank, auditionnés lundi, lors du procès au tribunal criminel près la Cour de Blida ont prétendu que de fausses déclarations leur ont été attribuées durant l'enquête. Les accusés qui ont comparu en qualité de non détenus, confrontés par la présidente du tribunal et par le Procureur Général à des déclarations qu'ils ont faites durant l'enquête, ont prétendu qu'il s'agissait de "révélations qui leur ont été faussement attribuées par les personnes en charge de l'enquête à l'époque, sur ordre de certaines parties", sans les nommer. Parmi les accusés en question, Issir Idir Mourad, ex- directeur de l'agence de la banque de développement locale (BDL) de Staoueli, ayant purgé une peine de neuf ans de prison, suite à une condamnation dans l'affaire Khalifa Bank. Issir Idir Mourad a prétendu n'avoir fait aucune déclaration l'impliquant durant l'enquête, qui était selon lui, "orientée de façon à l'impliquer", ajoutant avoir signé des déclarations qui lui ont été attribuées "sous la peur et la pression". Il a également nié avoir participé à la falsification de deux contrats hypothécaires pour faciliter l'attribution d'un crédit bancaire de la BDL au Groupe Khalifa, pour le financement d'un projet de laboratoire pharmaceutique, le groupe Khalifa ayant bénéficié de deux crédits sans garanties hypothécaires, dans le cadre de l'encouragement de l'investissement national, car il était le seul à voir investi dans le domaine pharmaceutique à l'époque, a-t-il expliqué. Même son de cloche pour l'ex directeur général du groupe Saidal, Ali Aoun, poursuivi pour "corruption et abus d'influence", qui a également prétendu que des "parties", qu'il n'a pas citées "ont tenté de l'impliquer dans l'affaire Khalifa Bank, en vue de le destituer de son poste". Ali Aoun a expliqué son choix de déposer les fonds du Groupe Saidal chez Khalifa Bank et non une banque pu-



blique, était motivé par "la facilité du mouvement des fonds avec les clients du groupe Saidal", à partir de Khalifa Bank. A noter, tous les accusés auditionnés lundi, ont nié avoir obtenu un quelconque avantage de la part de Khalifa Bank en contre partie de dépôt des fonds publics, exception faite de billets de voyage gratuits. Parmi eux, l'ex- président du conseil d'administration de la Caisse nationale de retraite (CNR) Abdelali Meziani, qui a expliqué le versement des fonds de la CNR, estimées à 12 milliards de DA chez Khalifa Bank, par le "taux d'intérêt élevé accordé par celle-ci". L'audience se poursuit toujours avec l'audition du reste des accusés non détenus, qui se sont tous présentés au tribunal, en plus de l'accusé principal Abdelmoumène Khelifa, Ex- PDG du Groupe Khalifa, actuellement en détention. La présidente du tribunal avait interrogé au premier jour du procès l'accusé Khalifa sur les détails de création et de gestion de la banque El Khalifa, et sur le mouvement et le transfert des fonds. Il a aussi été questionné sur la gestion de la compagnie aé-

rienne relevant de son groupe et confronté aux accusations retenues contre lui. L'accusé Khalifa avait nié, dans ce cadre, toutes les charges retenues contre lui, affirmant avoir été victime "d'un complot avec la complicité de l'ancien système". Trois accusés qui sont revenus sur leurs déclarations faites auparavant et condamnant le principal accusé dans l'affaire Khalifa, au sujet notamment du retrait de fonds sans titres réguliers, ont été également auditionnés. L'accusé Abdelmoumène Khelifa, de même que d'autres accusés non arrêtés, sont poursuivis pour les chefs d'inculpation de "constitution d'association de malfaiteurs", "falsification de documents officiels et usage de faux", "vol en réunion, escroquerie, abus de confiance et corruption", "falsification de documents bancaires", et "banqueroute frauduleuse". Le Tribunal criminel près la Cour de Blida avait condamné Abdelmoumène Khelifa, en 2015, à 18 ans de prison ferme, assortie d'une amende d'un million de DA et de la confiscation de l'ensemble de ses biens.

N.I

Jil Djadid

Sofiane Djilali: « l'Algérie n'est pas en situation d'impasse politique »

Le président du parti Jil Djadid, Sofiane Djilali, a indiqué lundi que l'Algérie post-référendum n'est pas en situation d'"impasse" politique, en référence au taux de participation enregistré, se projetant sur les prochaines élections législatives qu'il qualifie de "grand enjeu final" en vue de "reconfigurer le champ politique". Il a indiqué au sujet du taux de participation enregistré au référendum sur la révision constitutionnelle le 1er novembre dernier que l'Algérie "n'est pas dans une impasse politique" car c'est "pour la première fois, que l'on voit apparaître des chiffres qui correspondent au réel". Il a fait observer que le "le pouvoir aurait pu, comme par le passé, gonfler (le taux), mais a accepté de donner un chiffre vrai", rappelant que le taux de participation à la consultation référendaire est de 23,7%. Pour le président de Jil Djadid, ce constat invite à faire des lectures, "la première étant la volonté de rapporter des chiffres dans leur réalité et la seconde est que ce faible taux révèle un grand malaise chez la population (...)" A cet égard, il a fait remarquer que les citoyens "ont fait fi du texte et se sont attachés au contexte", enchaînant ainsi sur l'élection présidentielle du 12 décembre 2019 qui avait précisément "marqué la fin de ce régime". Il a ajouté



que "la faible participation à ce référendum" est en relation avec un "manque de confiance chez les citoyens, qui a été légué par l'ancien régime". Pour ce qui est des conséquences du référendum du 1er novembre, M. Djilali a estimé que "le grand enjeu final" consiste en l'organisation des élections législatives anticipées, estimant que la "dissolution" de l'actuelle Assemblée populaire nationale et l'élection d'un nouveau Parlement présentent "probablement l'occasion de reconfigurer la classe politique en Algérie". S'exprimant sur le Hirak, M. Djilali il a évoqué "une tentative de

hold-up" de ce mouvement populaire, relevant qu'au "fil des semaines, beaucoup de personnes ayant accaparé le Hirak n'étaient même pas présentes le 22 février 2019 et se sont inscrites dans un agenda qui n'était pas algérien". Il a ainsi évoqué "un groupe de psychopathes à l'étranger, complètement impliqués dans des opérations d'envergure géostratégiques et qui veulent entraîner le pays de force dans un tourbillon par rapport à des objectifs qu'ils ont", relevant que "ceux qui veulent gérer le Hirak, ont besoin de détenus dans les prisons pour pouvoir mobiliser l'opinion publique". Dans ce sillage, il a indiqué que des individus sont actuellement en détention en raison de leurs "déclarations", précisant à cet effet "ne pas défendre ces individus qui sont allés beaucoup trop loin au nom de la liberté d'expression, dans la diffamation et l'insulte". Affirmant que "la liberté d'expression doit s'exercer dans la raison", le président de Jil Djadid a néanmoins plaidé en faveur de "la libération de l'ensemble des détenus (car) l'Algérie a besoin d'apaisement". S'exprimant sur l'opposition politique, il a estimé qu'elle reste "divisée" et demeure "en plein chaos, désorganisée et avec des positions contradictoires"

Wakfs

Les imams appelés à accomplir Salat El Istisqâ samedi prochain

Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, a appelé, les imams à accomplir Salat El Istisqâ (prière de demande de la pluie), samedi prochain à 9h00 avec possibilité de la renouveler le cas échéant et ce en raison de la faible pluviosité voire l'absence de chutes de pluies. Selon la même source, "le ministère a adressé une instruction aux directeurs des affaires religieuses et des wakfs à travers toutes les wilayas du pays et par leur intermédiaire, aux imams, dans laquelle il les appelle à accomplir Salat El Istisqâ, en raison de l'absence de chutes de pluie, et ce samedi 28 Rabie El Awal 1442, correspondant au 14 novembre 2020, à partir de 9h00, avec possibilité de la renouveler le cas échéant aux dates et heures fixées par les directeurs, en coordination avec les autorités locales, tout en tenant le ministère informé de la date de son accomplissement en cas de son renouvellement". Le ministère a également appelé les imams dans cette instruction "à insister dans leurs prêches et orientations sur l'ancrage de la culture de rationalisation et d'utilisation des eaux et la préservation du patrimoine forestier, étant des éléments importants dans la production et le développement notamment suite aux incendies récents ayant ravagé certaines wilayas du pays". Le ministère des Affaires religieuses et des wakfs a mis l'accent sur "l'impératif respect des mesures préventives contre la propagation de la COVID-19 durant l'accomplissement de cette prière.

Début à Tunis du Forum du dialogue inter-libyen

Soixante-quinze personnalités libyennes prennent part

Le Forum du dialogue inter-libyen, parrainé par l'ONU, a entamé ses travaux hier à Tunis, avec la participation de soixante-quinze personnalités libyennes. Dimanche, la cheffe par intérim de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL), Stephanie Williams a espéré que les résultats de la conférence de Berlin sur la Libye "doit constituer le cadre général du dialogue politique libyen prévu à Tunis". Lors d'une conférence de presse à Tunis, elle a affirmé avoir remarqué "une réelle volonté de la part de chacun afin de faire des concessions dans l'intérêt suprême de la Libye pour ainsi résoudre la crise actuelle". La responsable onusienne a ajouté qu'elle cherchait à lancer un dialogue politique libyo-libyen afin de parvenir à la réconciliation nationale entre tous les rivaux libyens. Elle a déclaré que la MANUL "essaie de mettre fin à la phase de transition et d'établir une feuille de route pour la tenue d'élections qui produisent des institutions représentant le peuple libyen". "Nous cherchons à consolider les principes de transparence et d'efficacité d'autant plus que les recommandations du Forum de dialogue libyen-libyen en Tunisie devront faire valoir l'intérêt de la Libye et nous cherchons également à proposer des décisions qui privilégient le profit public au détriment de l'intérêt personnel, consolider l'unité et la souveraineté de la Libye et la transparence de ses institutions", a-t-elle dit. D'après la MANUL, la reprise du dialogue inter-libyen est le fruit des précédentes rencontres entre les protagonistes libyens. Elle a indiqué que les invités à ce dialogue "inclusif", issus de différentes régions, ont été choisis sur la base des principes équitables de représentativité géographique, politique, tribale et sociale. La Manul a ajouté, dans un communiqué, que ces participants représentent le Haut conseil d'Etat et la Chambre des représentants ainsi que des acteurs politiques libyens dynamiques qui ne sont pas membres de ces deux institutions, avec une présence significative de la femme, des jeunes et des minorités afin que ce dialogue soit inclusif et réunissant toutes les composantes du peuple libyen. L'objectif est de parvenir à un "consensus sur des arrangements qui aboutiraient à l'organisation d'élections générales" dans le pays, a relevé la MANUL.

Pétrole

L'ANNONCE D'UN VACCIN DU COVID-19 FAIT AUGMENTER LES PRIX,



Les nouvelles mesures de confinement prises en Europe afin d'endiguer la propagation du coronavirus font peser un risque baissier sur les perspectives de demande mondiale de pétrole, a déclaré un responsable de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Par ailleurs, l'annonce par Pfizer et Biontech d'un vaccin contre le Covid-19 « efficace à 90% » a fait augmenter les prix sur le marché international. Keisuke Sadamori, directeur de l'AIE pour les marchés de l'énergie et la sécurité, a déclaré à Reuters que l'impact serait cependant probablement moins sévère que celui des mesures de confinement prises plus tôt dans l'année. « Une grande partie du continent européen est sous confinement. Cela va certainement contribuer à avoir des effets négatifs », a-t-il déclaré dans une interview, sans toutefois aller jusqu'à dire que l'AIE allait officiellement revoir ses

prévisions à la baisse. « Nous nous attendons à ce que cette fois-ci, l'impact soit moins important que lors du dernier confinement (...) Cette fois-ci, les écoles restent ouvertes et certains magasins sont encore ouverts », a-t-il dit. Les cours du pétrole se sont redressés après avoir chuté à des plus bas depuis plus de 20 ans en avril, le baril de Brent évoluant actuellement autour de 40 dollars. Mais les craintes persistent sur la demande et l'issue finale de l'élection présidentielle aux Etats-Unis où Joe Biden a été déclaré vainqueur sans que Donald Trump ne reconnaisse pour l'instant sa défaite. « L'industrie du pétrole et du gaz, aux Etats-Unis en particulier, regarde le résultat de cette élection avec un intérêt énorme », a déclaré Keisuke Sadamori. « Si les démocrates prévoient une transformation radicale vers une énergie à faible teneur en carbone – si le Sénat reste aux mains des républicains, il y

aura des obstacles à cette législation ». Les dernières prévisions de l'AIE sur la demande de pétrole remontent au 14 octobre, soit avant que les principaux pays européens, dont l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, n'imposent de nouvelles restrictions strictes sur les déplacements pour freiner la propagation du coronavirus. L'agence basée à Paris doit publier jeudi sa prochaine analyse du marché pétrolier. Au même moment, les prix du pétrole accéléraient fortement lundi après l'annonce par Pfizer et Biontech d'un vaccin contre le Covid-19 « efficace à 90% » selon la première analyse intermédiaire de leur essai de phase 3, suscitant l'espoir de voir la demande d'or noir repartir. Vers 12H00 GMT, le Brent de la mer du Nord, référence du pétrole algérien, pour livraison en janvier bondissait de 6,39% par rapport à la clôture de vendredi, à 41,97 dollars.

N.I

Bureaux de poste

LA TUTELLE APPELLE LES CITOYENS AU RESPECT DES MESURES BARRIÈRES



Le ministère de la Poste et des Télécommunications a appelé les citoyens à la prudence et au respect des mesures barrières prévues dans les bureaux de poste et les agences commerciales des opérateurs de téléphonie mobile et fixe relevant du secteur pour préserver leur santé face à la recrudescence des cas de Covid-19 à travers le pays. Les citoyens qui se rendent dans les bureaux de poste et les agences commerciales relevant du secteur de la Poste et des Télécommunications sont tenus de respecter scrupuleusement les mesures barrières préconisées par les autorités sanitaires, à savoir éviter les regroupements, respecter la distanciation physique en suivant les parcours indiqués par des flèches et des affiches, porter un masque de protection et utiliser régulièrement une solution hydroalcoolique.

La même source a également invité les citoyens à mettre à profit les mesures exceptionnelles mises en place par le secteur pour faciliter l'accès aux prestations dans le respect des recommandations préventives en vigueur, notamment le retrait des pensions de retraite par procuration afin de réduire le flux des clients au niveau des bureaux de poste, surtout les personnes âgées qui sont les plus à risque. Le ministère rappelle également la nécessité d'utiliser les distributeurs automatiques de billets (DAB) des réseaux d'Algérie Poste et des banques, pour le retrait et le transfert de leurs fonds, les terminaux de paiement électronique (TPE), ainsi que les applications mobiles pour le règlement des achats et des factures de consommation d'eau, de téléphone, d'Internet, d'électricité et de gaz et autres, et ce, dans le but de réduire la cir-

culatation des billets et pièces monétaires dans les différentes transactions. Pour ce qui est de la possibilité pour les travailleurs et fonctionnaires des établissements et administrations publiques de percevoir leurs salaires via le mécanisme "Vaguemestre", qui est mandaté pour cette opération, la mesure s'effectue selon des mesures déterminées spécialement à cet effet par les administrations dont ils dépendent. Des bureaux de poste itinérants ont été mobilisés afin de permettre aux éléments des corps mobilisés dans la lutte contre l'épidémie, en l'occurrence ceux des services de sécurité, de la Protection civile et du secteur de la santé, de procéder au retrait de leur salaire au niveau de leurs lieux de travail tout au long de la période de versement, et ce en appui aux efforts de lutte contre la pandémie.

Salima A

Pétrole

L'OPEP POURRAIT "AJUSTER" L'ACCORD DE RÉDUCTION

L'Opep+ pourrait "ajuster" l'accord sur la réduction de la production de pétrole qui vise à endiguer la baisse des prix due à l'impact de la pandémie de Covid-19 sur la demande, a déclaré hier le ministre saoudien de l'Energie, le prince Abdel Aziz ben Salmane. Selon l'accord conclu en avril, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses alliés, Russie en tête, devraient ramener les coupes de production actuelles de 7,7 millions de barils par jour (sans compter les éventuels rattrapages des retardataires) à 5,8 millions à compter de janvier 2021. « Avec le consensus de tous, nous pourrions naviguer avec cet accord et l'ajuster, en fonction de ce que l'avenir nous réserve », a indiqué le ministre saoudien lors d'une conférence virtuelle organisée par les Emirats arabes unis. Les membres de l'Opep+ sont d'accord « sur le principe d'ajuster » les accords, a-t-il ajouté sans donner plus de détails, mais en soulignant que la stratégie mise en place permettait de stabiliser les marchés malgré la "nouvelle propagation" du coronavirus en Europe. Les acteurs et observateurs du marché s'interrogeaient depuis plusieurs jours sur une réaction plus drastique de l'Opep+ alors que le tableau se noircit du côté de la demande, plombée par le regain de la pandémie de Covid-19 en Europe et aux Etats-Unis et les mesures de protection qui risquent d'entraver la consommation et l'activité. Le ministre saoudien a dit espérer qu'un vaccin "serait trouvé et distribué" pour permettre un retour rapide de la "mobilité". Le prince Abdel Aziz a, par ailleurs, félicité le président américain élu Joe Biden, mais a refusé de commenter l'éventualité d'un retour des Etats-Unis à l'accord sur le nucléaire iranien. L'Opep, a-t-il toutefois assuré, sera à même de s'adapter à toute nouvelle situation : « Historiquement, l'Opep et l'Opep+ ont réussi à gérer les fluctuations (du marché) au fur et à mesure qu'elles se produisaient ». Les pays producteurs ont prévu de se retrouver la semaine prochaine, le 17 novembre.

Finance islamique

SEPT BANQUES OBTIENNENT LE CERTIFICAT DE CONFORMITÉ

L'Autorité charaïque nationale de la fatwa pour l'industrie de la finance islamique a délivré le certificat de conformité aux préceptes de la Charia pour la commercialisation des produits de la finance islamique à sept établissements bancaires et organismes financiers jusqu'à novembre 2020, a indiqué hier un communiqué du Haut conseil islamique (HCI). « Après parachèvement de la procédure légale et des conditions de validité des dossiers de demande du certificat de conformité pour la commercialisation des produits de la finance islamique, l'autorité a délivré jusqu'à novembre 2020, sept certificats de conformité aux établissements bancaires et organismes financiers. Les établissements financiers concernés sont la Banque nationale d'Algérie (BNA), la Caisse Nationale d'Epargne et de Prévoyance (CNEP), le Crédit populaire d'Algérie (CPA), la Banque de l'Agriculture et du développement rural (BADR), Bank ABC Algérie et AOM INVEST. » L'Autorité poursuit l'étude des dossiers désirant obtenir un certificat de conformité pour la commercialisation des produits de la finance islamique », précise le conseil. Depuis sa création le 1er avril dernier, l'Autorité charaïque nationale de la fatwa pour l'industrie de la finance islamique a reçu et étudié les dossiers suivant le Règlement N 20-02 du 15 mars 2020 publié par la Banque centrale. Ce règlement définit les opérations bancaires relatives à la finance islamique et les règles de leur exercice par les banques et les établissements financiers, a indiqué le conseil. Conformément à l'article 14 du règlement suscité qui stipule que "préalablement à toute demande d'autorisation auprès de la Banque d'Algérie (BA) pour la commercialisation des produits de la finance islamique, la banque ou l'établissement financier doit obtenir le certificat de conformité aux préceptes de la Charia délivré par l'Autorité charaïque nationale de la fatwa pour l'industrie de la finance islamique.

Moussa O

Oum El Bouaghi 200.000 doses de vaccin contre la PPR

L'inspection vétérinaire de la wilaya d'Oum El Bouaghi a réservé 200.000 doses de vaccin contre la peste des petits ruminants (PPR), a-t-on appris auprès de l'inspection relevant de la direction des Services agricoles (DSA). L'opération de vaccination, qui a été lancée, ciblera les têtes ovines dont l'âge oscille entre 4 et 8 mois, a précisé l'inspectrice vétérinaire, Ilhèm Ben El Amri. Selon la responsable, 92 vétérinaires ont été mobilisés pour mener à bien l'opération de vaccination contre la PPR à travers les 29 communes de la wilaya. L'opération de vaccination des petits ruminants se poursuivra jusqu'au 31 décembre prochain. Elle clôturera la campagne de vaccination lancée entre février et juin dernier, ayant ciblé environ 650.000 têtes de petits ruminants à travers toute la wilaya. Dans ce contexte, Mme Ben El Amri a fait savoir que dans le cadre de la campagne de vaccination lancée par la DSA, de plus de 27.000 doses de vaccin contre la fièvre aphteuse touchant les bovins et plus de 3.000 doses de vaccin contre la rage ont été réservées. (APS)

El Tarf

1820 actions de sensibilisation depuis une semaine

Pas moins de 1.820 opérations de sensibilisation à la lutte et la prévention contre le Coronavirus (Covid-19) ont été effectuées par les services de la sûreté de wilaya d'El Tarf, depuis le début du mois de novembre en cours, a-t-on indiqué auprès de la cellule de communication de ce corps de sécurité. Les services de la police ont réalisé 1.818 opérations d'information et de sensibilisation ciblant citoyens et usagers de la route, a ajouté le chargé de communication de la sûreté de wilaya, le commissaire principal Mohamed Karim Labidi. Des dépliants et autres recommandations dédiées à la prévention du Covid-19 et à la nécessité du suivi strict des mesures de prévention, notamment la distanciation physique, le port de masque de prévention et l'usage systématique du gel hydroalcoolique ont été donnés dans l'objectif de se prémunir de toute contagion en cette période de recrudescence des cas de contaminations. La même source a, par ailleurs, fait savoir que 1.262 infractions au protocole de prévention ont été relevées durant cette période expliquant que 677 infractions relevées, ont trait au non respect du port de masque de protection et 431 autres à la mesure de distanciation physique. 154 infractions ont été signalées au niveau des transports collectif et privé et 431 autres concernaient des commerces, lesquels ont failli aux dispositions de prévention liées principalement au respect de la distanciation physique, l'affichage des mesures de protection, l'hygiène et la désinfection des lieux. Les campagnes de sensibilisation et désinfection des différents endroits susceptibles de poser un risque de contagion se poursuivent quotidiennement pour inciter les citoyens à faire preuve de vigilance en cette période de pandémie et veiller à la propreté des lieux.

Sétif

La polyclinique de la cité "Bel air" affectée aux analyses et au dépistage

La polyclinique de la cité "Bel air", située au centre de Sétif, a été affectée aux analyses et au dépistage du nouveau coronavirus, a-t-on appris, de responsables de la direction locale de la santé. À ce propos, Rima Boussouar, chargée de l'information au sein de cette direction, a affirmé que "cette mesure s'inscrit dans le cadre des mesures urgentes et complémentaires visant à faire face à ce virus dans la région et assurer une meilleure prise en charge des personnes contaminées", cela en plus de soulager la pression sur le centre hospitalo-universitaire (CHU) Mohamed Abdenour Saâdna du chef-lieu de wilaya. Selon la même source, tous les moyens nécessaires ont été mobilisés pour mettre sur pied, "dans les prochaines heures", ce nouveau centre de dépistage et d'analyses, ainsi que le personnel médical et paramédical en nombre suffisant pour une meilleure prise en charge des malades, mais aussi pour dépister les cas suspects de Covid-19 dans "les plus brefs délais". Il s'agit du "second" centre à travers la wilaya, chargé de procéder aux analyses et au dépistage de la Covid-19, après la polyclinique d'El Hidhab implantée à l'Est de Sétif, a-t-on indiqué. Les mesures urgentes mises en branle portent aussi sur la réouverture de l'Institut national de formation professionnelle de la cité Tebnet (Nord de Sétif) pour accueillir et prendre en charge les cas positifs contaminés par le virus, ne nécessitant pas d'hospitalisation médicale, a souligné la même responsable. Selon la même source, cette opération est considérée comme une "mesure urgente" pour soulager la pression sur le centre hospitalo-universitaire en cas d'augmentation du nombre de malades contaminés, afin d'assurer une meilleure prise en charge des personnes atteintes de Covid-19. Dans ce même contexte, Mlle Boussouar a fait savoir que ce centre sera également consacré aux patients en cas de saturation dans les hôpitaux des différentes daïras de la wilaya, comme l'hôpital Saroub El Khathir d'El Eulma et Mohamed Boudiaf à Ain Oulmène (à l'Est et au Sud de Sétif). Une intensification des opérations de sensibilisation des citoyens quant à la nécessité de respecter strictement les mesures préventives à travers les établissements et les structures publiques et privées, les places publiques, les rues et les espaces commerciaux, en plus des réseaux sociaux, est également en cours.

Près de 4 hectares de broussailles ravagés par les feux dans la commune d'Oued Taga

Un incendie s'est déclaré, dimanche, dans la localité de Takesrit dans la commune de Oued Taga (Batna), et a ravagé près de 4 hectares de broussailles, selon un premier bilan dans l'attente de l'évaluation des pertes par les services de la conservation des forêts, indique, le chargé de l'information et de la communication à la Direction de la protection civile, le lieutenant Zahir Nakaa. Le lieutenant a précisé que l'intervention des agents de la protection civile, soutenus par les agents des forêts, a permis d'éviter la propagation du feu à la forêt avoisinante, indiquant que l'incendie qui s'est déclenché vers 17h00 a été entièrement maîtrisé. Selon la même source, 4 camions de pompiers, une ambulance et un véhicule de télécommunication avec un effectif de 15 éléments de différents grades ont été mobilisés, outre le soutien des agents forestiers. L'opération de surveillance se poursuit toujours sur le lieu de l'incendie qui a été éteint et ce à titre préventif.

G.M

Tlemcen

Raccordement prochain de 713 établissements de l'éducation et 102 de la santé publique aux réseaux d'intranet



Pas moins de 713 établissements éducatifs (primaire, moyen et secondaire) ainsi que 102 établissements de la santé publique dans la wilaya de Tlemcen seront raccordés prochainement aux réseaux d'intranet via le satellite algérien (ALSATCOM 1), a annoncé le directeur local de la poste et des technologies de l'information et de la communication Mehdi Kheiter. La réalisation de ce grand projet, financé par l'Etat et ciblant deux secteurs stratégiques et sensibles que sont l'éducation et la santé publique, sera assurée par l'entreprise "Algérie Télécom" grâce au satellite "Alcomsat 1" mis en orbite par l'Agence spatiale algérienne, a fait savoir M. Kheiter. Ce projet a nécessité plus de 250 millions de dinars pour sa réalisation, a précisé le responsable de wilaya des PTIC, avant de rappeler qu'il a été procédé au mois d'août dernier à un test expérimental à l'école "Lahcen Ahmed" dans la commune de Souahlia. L'essai a été très concluant et entièrement réussi, a-t-il souligné, indiquant que le secteur de la santé publique va bénéficier du raccordement de 102 établissements de santé publique dont le CHU et l'EPH pour un coût de 36 millions DA. Le

test expérimental effectué au C... la gestion des rendez-vous radiothérapie. Cette application rationnelle des rendez-vous et... comme d'autres applications... à tous les services hospitaliers, l'éducation, cette technologie... même responsable, la numéris... qui "permettra d'avoir une... maîtrise dans la gestion du... annoncé, par ailleurs, qu'un p... soumis à l'entreprise réalisatri... stations à monter par jour pou... une station par jour pour la sant... vient s'ajouter à la fibre optiq... toutes les régions de la wilaya... outre la disponibilité de 107 s... capacité de 37.000 accès, ce q... l'accès aux services TIC, a exp... technologie permettra de cré... au développement, de stimul... des nouvelles technologies dan... secteurs, à l'exemple d'autres... aux réseaux intranet, à l'in... collectivités locales.

Chlef

Maîtrise de l'incendie de la forêt
plus de 300 ha de couvert végétal



Les services de la conservation communication à la Direction le lieutenant a précisé que retenus par les agents des avoisinante, indiquant entièrement maîtrisé. ambulance et un éléments de agents s agents ours

Les unités de la protection civile de Chlef sont parvenues dans la nuit de samedi à dimanche à maîtriser l'incendie de la forêt Sidi Ali, dans la commune d'Oued Goussine (nord-est de la wilaya), qui a ravagé plus de 300 ha de couvert végétal. "Le feu de forêt qui s'était déclaré à Sidi Ali vendredi, au même titre que d'autres incendies signalés dans une dizaine de wilayas du pays, a été totalement maîtrisé par les pompiers", a indiqué à l'APS le chargé de communication de la direction de la protection civile de Chlef, le capitaine Yahia Messaâdia. Pour venir à bout des flammes, les services de la protection civile ont mobilisé quatre unités opérationnelles qui sont encore sur le terrain pour le 3ème jour consécutif. "Ces unités se tiennent prêtes à intervenir en cas de nouveau départ de feu", a expliqué le capitaine Messaâdia. Selon les chiffres fournis par le même responsable, l'incendie

de la forêt de Sidi Ali a détruit quelque 310 ha de végétation, des maquis, des arbres fruitiers, des serres mitoyennes à la commune et même des poteaux électriques. L'intervention des unités de lutte contre les incendies a été rendue difficile par les vents forts enregistrés dans la région, les températures élevées et à la difficulté du terrain, ce qui a empêché l'usage des unités de la protection civile d'Ain Defla et Relizane. La contribution d'un hélicoptère de l'unité aérienne de la brigade de lutte contre les incendies a permis à l'opération a mobilisé pas moins de 83 agents de différents services, une ambulance, un véhicule de communication (pour l'approvisionnement en eau) relevant de la commune de Sidi Ali. Les pertes accusées par l'incendie de la forêt Sidi Ali sont estimées à 2241 ha, enregistrent des "pertes considérables" en couvert végétal et à 2241 ha, a déploré le capitaine Yahia Messaâdia.

ements lique



CHU de Tlemcen a concerné des malades nécessitant la n permettra une gestion plus une meilleure traçabilité, tout qui peuvent être généralisées a-t-on fait savoir. Concernant moderne facilitera, selon le sation de tous les services ce meilleure transparence et secteur". Mehdi Kheiter a planning sera incessamment ce pour une cadence de deux r le secteur de l'éducation et é. Cette nouvelle technologie que qui touche pratiquement y compris les zones d'ombre, stations du "4G LTE" d'une i permet, à tous les citoyens, liqué M. Kheiter. La nouvelle er un environnement propice er les usagers à l'intégration as la vie quotidienne des deux secteurs qui sont déjà reliés nstar de la justice et des

Moussa Djallit

et Sidi Ali, al ravagés



ations, dont des pins d'Alep, la forêt, des ruches d'abeilles ités de la protection civile a ns la région conjugués aux énécessité un appui de la part ne. A cela s'ajoute la mise à a protection civile. En tout, ents grades, 23 camions anti- n et trois camions ravitailleurs une de Oued Goussine. Outre i, la wilaya de Chlef a déjà, durant cette année, estimées

Tébessa

De nouvelles mesures préventives pour lutter contre la propagation du coronavirus

Une série de nouvelles mesures de prévention contre le coronavirus, (Covid-19) a été adoptée dans la wilaya de Tébéssa, pour faire face à la recrudescence des cas contaminés, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. La même source a fait savoir qu'à l'issue d'une réunion tenue samedi consacrée à la situation épidémiologique, présidée par le wali, Mohamed El-Baraka Dahadj, plusieurs décisions ont été prises pour contrer la propagation du Covid-19. A cet effet, une décision d'interdiction de l'utilisation des tables et chaises dans les cafés et restaurants a été prise en parallèle à la suspension de toutes les activités sportives et culturelles, a indiqué la même source, relevant que les services sécuritaires sont chargés de veiller au respect de ces mesures. Aussi, l'obligation du port de masque notamment dans les espaces et les établissements publics a été notifiée tout comme l'interdiction des rassemblements familiaux, les cérémonies de mariages particulièrement, a-t-on encore ajouté. Le chef de l'exécutif local a instruit les chefs de dairas et les présidents des APC à l'effet de réactiver le programme de désinfection des quartiers, des administrations et des espaces publics en coordination avec les associations locales pour préserver la santé publique. En outre, le wali a chargé les responsables du secteur de la poste d'élaborer un plan d'action spécial visant une meilleure organisation des citoyens qui affluent aux bureaux de poste, dans le respect du protocole sanitaire. Sur un autre registre, M. Dahadj a exhorté les responsables du secteur de la santé à intensifier les enquêtes épidémiologiques, réactiver la mission des cellules de crise pour la prévention, le suivi et le contrôle de la situation sanitaire. Enfin, le wali a appelé les directeurs de l'exécutif, les chefs de dairas et les présidents des APC à mobiliser "tous les moyens humains et matériels nécessaires" pour la concrétisation de ce plan de travail, exhortant aussi les citoyens à adhérer à ce plan et à œuvrer à s'adapter à la conjoncture,



Mostaganem

Baisse de 80 pc de l'utilisation de la semence de pomme de terre importée

L'utilisation des semences de pomme de terre importées a baissé de 80 pour cent dans la wilaya de Mostaganem cette saison (2020-2021), a-t-on appris du directeur des Services agricoles (DSA).

Mehdi Missaoui a indiqué que le recours aux semences importées pour la pomme de terre de saison, notamment lors des mois de novembre en cours et décembre prochain, baissera nettement cette année pour se situer à hauteur de 4.000 tonnes.

Les premiers lots de cette quantité destinée à couvrir les besoins de plantation de cette saison arriveront prochainement et ne dépasseront pas 2300 tonnes, a-t-il ajouté.

Le DSA a rappelé que le quota de semences importées pour la wilaya Mostaganem est passé de 11.500 tonnes en 2017 à 17.700 tonnes en 2019 (entre fin octobre et 20 novembre), soit une moyenne de 14000 t par an, soulignant que cette saison verra une baisse de plus de 80%. Cette décision vise, selon le responsable, à encourager l'utilisation des semences locales tout en diminuant progressivement la dépendance aux semences importées et par conséquent réduire la facture d'importation qui dépassait auparavant 32.000 tonnes par an au niveau de la wilaya. Ces dispositions s'inscrivent dans le cadre de la feuille de route adoptée par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et du programme gouvernemental visant à réduire le volume des importations de semences de pomme de terre de 50 pour cent cette année, a-t-il ajouté. Concernant la campagne de plantation pour la saison 2020-2021, M. Missaoui a fait savoir qu'elle cible une superficie de 12 000 ha pour une production saisonnière de plus de 4 millions de quintaux, en parallèle avec les campagnes de récolte de la pomme de terre d'arrière saison et de plantation de la pomme de terre primeur lancées récemment. Selon le responsable, des semences locales ont été acquises des wilayas de l'est du pays, notamment d'Annaba, pour couvrir les besoins des agriculteurs de pomme de terre de saison (4.000 ha). Pour rappel, la wilaya de Mostaganem a été classée troisième au niveau national en 2019 avec une production totale de pomme de terre de saison, primeur et d'arrière saison de 5.245 millions qx, soit 10,5 pour cent de la production nationale, selon le bilan annuel.

Université Oran 1 "Ahmed Benbella " : Début des inscriptions de 4500 nouveaux étudiants

Les inscriptions universitaires définitives de 4.500 étudiants titulaires du baccalauréat 2020 ont débuté, dimanche, au niveau de l'Université Oran 1 "Ahmed Benbella" dans différentes spécialités, a-t-on appris du chargé de communication de cette université. La salle "Talahit Makhlouf" sise au niveau de l'enceinte universitaire "Mourad Taleb" a été réservée pour accueillir les étudiants et les orienter, alors que la bibliothèque des sciences exactes a été utilisée pour l'inscription en ligne, sous la direction de la cellule des inscriptions, a indiqué Dr Laabassi Mohamed. La cellule d'information et de communication a mobilisé, pour une meilleure communication avec les nouveaux étudiants via les pages face-book de l'Université d'Oran, les sites des réseaux sociaux pour répondre aux mieux à leurs préoccupations et leurs orientations. Selon la même source, des rendez-vous ont été donnés aux étudiants pour un nombre ne dépassant pas 450 par jour, et ce jusqu'à la fin des inscriptions fixées au 18 novembre en cours. Une obligation a été donnée lors des inscriptions pour appliquer scrupuleusement les mesures de prévention contre Covid-19 suivant le protocole sanitaire en vigueur. D'autre part, il sera procédé, au titre de l'année universitaire 2020-2021, à l'ouverture de nouvelles spécialités au niveau de l'université Oran 1, à savoir Ingénierat en biomédical au département de physique et traduction arabe-français-espagnol à l'institut d'interprétariat.

L.K

Tissemsilt

Baisse sensible de la production de légumineuses

La wilaya de Tissemsilt a enregistré une production estimée à 4.292 quintaux de légumes secs au cours de la saison agricole 2019-2020, soit une diminution d'environ 20.000 qx par rapport à la campagne agricole précédente, a-t-on appris services agricoles. En marge d'une réunion d'évaluation consacrée à la production de légumineuses, le chef du service régulation de la production végétale et animale, Maamar Medjahed a souligné que cette baisse "significative" de la production des légumes secs est due à la défection de plus de 650 ha de terres réservés à cette culture en raison du manque de pluviométrie en février, mars et avril de l'année en cours. La production des légumineuses réalisée au cours de la saison 2019-2020 est répartie sur 851 qx de lentilles, 353 qx de pois chiches et plus de 3000 qx de haricots secs et de pois secs, avec des rendements à l'hectare entre 4 et 5 qx sur une superficie totale cultivée de 1.447 ha. Pour développer la filière des légumes secs durant la saison agricole 2020-2021, la DSA a élaboré, en coordination avec la chambre d'agriculture, L'association de wilaya des producteurs de semences et les agences bancaires, un programme de vulgarisation. Le programme comporte des visites de proximité au profit des agriculteurs pour mettre en évidence les mécanismes mis en place par l'Etat pour la modernisation de cette filière, notamment le soutien à l'acquisition de semences jusqu'à 6.000 DA le quintal pour les lentilles et 7.000 DA pour les pois chiches. Le même programme qui s'étalera sur toute la saison agricole, prévoit également des rencontres de formation et de vulgarisation avec les producteurs de légumes secs dans le but d'améliorer la qualité.

Batna

Remise "début 2021" des clés de 800 logements publics locatifs à leurs attributaires (APC)

Pas moins de 800 logements publics locatifs (LPL) se trouvant sur le site El Manchar près de la cité Kéchida de la ville de Batna seront remis à leurs attributaires "au début de l'année prochaine", a indiqué un communiqué de la cellule de communication de l'APC de Batna. Les clés de ces logements seront remises "au plus tard à la fin du mois de février prochain sur la base des affirmations des services de l'office de promotion et gestion immobilière", selon le communiqué qui a précisé que des "sorties régulières sont effectuées pour suivre l'avancée des travaux et veiller à leur conformité aux normes. Selon le document, la remise des logements aura lieu ainsi après l'achèvement des travaux de raccordement aux réseaux d'eau potable, d'assainissement, d'électricité et de gaz outre les travaux d'aménagement extérieur et de revêtement des routes de la cité. La même source a ajouté que le président de l'APC a rencontré la semaine passée des représentants de l'association des attributaires de ces logements qui avaient demandé de hâter les travaux restant pour leur permettre d'occuper leurs logements. Ces logements font partie d'un programme de 1.421 unités LPL dont le tirage au sort de leur attribution a été effectué en août dernier mais la remise des clés n'a pas eu lieu à cause du retard dans l'achèvement des travaux d'aménagement extérieur et de raccordement aux divers réseaux.

Goussim M

BOUIRA

La sûreté de wilaya s'implique et alerte sur la recrudescence de la covid 19



Dans le cadre de mesures préventives et de sensibilisation visant à lutter contre la propagation de l'infection au Coronavirus, les services de la sûreté de wilaya de Jouira mettent leurs capacités matérielles et humaines pour faire face à la propagation de la pandémie de la covid-19. Alors que les services de la sûreté de wilaya continuent de mettre en œuvre leur plan de sensibilisation dans les espaces commerciaux, les gares de transport de passagers, les établissements scolaires et les lieux publics pour sensibiliser les citoyens sur la nécessité de respecter la distanciation sociale, le port obligatoire de masques de protection, des bavettes et de rappeler l'importance de respecter les heures de quarantaine, plusieurs campagnes de sensibilisation sont menées pour informer les citoyens, des propriétaires d'espaces commerciaux, des chauffeurs des transports en commun, des usagers de la voie publique, des élèves des trois niveaux scolaires et des parents, avec prise de conscience de la nécessité d'adhérer à la poursuite des mesures préventives et sani-

taires, pour réduire l'infection du Coronavirus, notamment avec la recrudescence inquiétante du nombre de cas. Ces derniers temps, des brochures ciblées ont été diffusées dans ce contexte et les campagnes de sensibilisation se sont répercutées par des sorties sur le terrain au profit des commerçants et des pionniers du marché couvert de légumes et fruits, les exhortant à adhérer aux mesures sanitaires pour faire face à l'épidémie du Corona et à les familiariser avec les mesures de dissuasion des contrevenants. L'organisation d'une campagne de sensibilisation au profit des transporteurs publics, des transporteurs privés, des chauffeurs de taxi et des citoyens du nouveau terminal passagers, sur la nécessité de porter un masque de protection et les mesures préventives contre la propagation du Coronavirus. Incarner une campagne de sensibilisation au profit des usagers de la route, y compris les conducteurs et leurs compagnons, sur les mesures de prévention de la propagation du Coronavirus, notamment la nécessité de porter un masque et d'appliquer des procédures de quarantaine

partielle à domicile de 23h00 du soir à 05h00 du matin. Organiser des opérations de stérilisation des écoles, y compris leur environnement externe et interne, et sensibiliser les élèves et les parents aux mesures préventives de la propagation du Coronavirus. Le lancement de campagnes de stérilisation des mosquées qui ont été approuvées pour la prière du vendredi, qui comprenait son environnement extérieur en utilisant un camion-pompe à eau, appartenant aux services de sécurité de la wilaya de Bouira, coïncidant avec la reprise des prières du vendredi dans les mosquées. Notons enfin que cette action de sensibilisation est suivie de mesures de dissuasion strictes contre ceux qui violent ces mesures sanitaires, conformément aux lois et règlements en vigueur. Les services de la sûreté de wilaya de Bouira, apprécient par ailleurs, le rôle pionnier de la famille des médias dans leur soutien aux efforts visant à freiner la propagation du coronavirus, en appelant les citoyens à adhérer davantage aux mesures préventives et sanitaires, et à la protection de leurs familles. **TAIB HOCINE**

Incendies de forêts à Tipaza

Des aides financières aux familles des victimes

Mme Labiba Ouinaz, wali de Tipaza, a procédé, dimanche, à l'octroi d'aides financières au profit des familles victimes des incendies de forêts à Gouraya (Tipaza) qui ont causé la mort de deux personnes et des dégâts pour la faune et la flore. Lors d'une rencontre au siège de la daïra de Gouraya avec les victimes des incendies, Mme Labiba Ouinaz a déploré les incendies de forêts enregistrés la semaine dernière à Gouraya, ayant fait des victimes, affirmant que tous les services de l'Etat sont mobilisés pour prêter assistance et soutien nécessaires aux familles des victimes dont les maisons, bétails et cultures ont été ravagés par les feux. S'adressant aux familles des victimes, elle a souligné que le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad l'a chargée d'octroyer des aides financières de la part du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit des familles des victimes,

à savoir les défunts Mohamed Boumlid et Belkacem Khadri, décédés après avoir tenté de sauver leurs bétails. Elle a également indiqué que tous les sinistrés qui ont subi des pertes ayant touché leurs récoltes agricoles ou leurs bétails seront dédommages. Elle a, également, précisé que les commissions installées pour évaluer les pertes dans le cadre de l'action de la cellule de crise, ont recensé 20 habitations précaires endommagées dont les propriétaires seront pris en charge dans le cadre des programmes de logements sociaux. Lors de sa visite à la ville de Gouraya (Tipaza) pour s'enquérir de la situation et présenter ses condoléances aux familles des victimes, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad avait affirmé que "l'hypothèse de l'acte criminel n'était pas écartée" concernant les incendies déclarés vendredi dans les forêts de la région, soulignant que "la loi sera rigoureusement appliquée". Dans une déclaration à

la presse après s'être enquis de la situation sur place, en compagnie du Commandant de la Gendarmerie nationale, le Général Gouasmia Noureddine, et du Directeur général de la sûreté nationale, Khelifa Ounissi, le Premier ministre a fait part de "sa décision de faire en personne le constat" de la situation dans la wilaya, annonçant l'ouverture "d'une enquête minutieuse" pour déterminer les circonstances de ces incendies. Les incendies déclarés vendredi dans plusieurs wilayas du pays ont fait deux morts à Gouraya (Tipaza), et 50 blessés au niveau national, outre des dégâts ayant touché les richesses forestières, animalières et agricoles. À Gouraya, les incendies avaient atteint, sous l'effet des rafales de vent, cinq douars à savoir, Imelhaine, Nihaya, Saadoune, Iachouren, Izeghran et Oued Essebt, induisant l'impérative évacuation des citoyens par les autorités locales.

Mounir A

Tizi-Ouzou

Renforcement du plan de lutte contre les infractions aux mesures préventives

Les services de la sûreté de wilaya de Tizi-Ouzou ont renforcé et adopté le plan de la lutte contre les infractions aux mesures préventives contre la propagation de la Covid-19. Suite au regain des cas de contamination enregistrés ces derniers jours, les services de la sûreté de wilaya ont

entrepris de renforcer leurs actions pour veiller au respect des mesures préventives du protocole sanitaire en vigueur, notamment le respect de la distanciation sociale, le port du masque (bavette) et les contrôles des divers commerces ouverts au public. Dans le même sillage et dans un

bilan bimensuel, la sûreté de wilaya a indiqué que ses services ont mené, durant les mois de septembre et octobre, quelque 4291 opérations de sensibilisation au port obligatoire du masque, notamment dans les lieux publics, et relevé 239 infractions liées au non respect de cette mesure préventive.

Aïn Defla

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION SUR LA PRÉVENTION CONTRE LE CORONAVIRUS À KHEMIS MILIANA

Après la disparition du chef de service de l'hôpital de Berrouaghia Dr Karim Hadja à l'âge de 59, suite à sa contamination par le coronavirus, l'armée blanche de Médéa déplore aujourd'hui la mort d'un autre de ses soldats dans les mêmes conditions. Après une lutte acharnée contre la maladie, Ahmed Boudali, médecin généraliste à l'hôpital de Ksar-El-Boukhari au sud de Médéa s'est éteint samedi après son évacuation à l'Établissement hospitalier Mohamed-Boudiaf du chef-lieu de la wilaya vu la dégradation de son état. C'est, d'ailleurs, là qu'il rendra l'âme. La nouvelle est tombée comme couperet provoquant un choc parmi ses collègues de travail et de tout le corps médical. Selon ses confrères, le défunt avait fait un travail de sensibilisation considérable dans le cadre de la lutte contre l'extension de la pandémie.

Boumerdes

PRÈS DE 3,6 MILLIARDS DE DA DE FACTURES D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ IMPAYÉES

Les créances de la Société nationale de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) détenues auprès de ses clients ont atteint fin septembre dernier 3.6 milliards de dinars dans la wilaya de Boumerdes, a fait savoir dimanche le directeur local de l'entreprise, Halim Kerbadeji. Le montant total des factures impayées par les clients de la Sonelgaz de la wilaya de Boumerdes ont atteint près de 3,6 milliards de DA, après s'être stabilisé autour de 1,812 milliards de DA à la fin 2019. "60 % du montant global des factures impayées concerne les abonnés ordinaires (environ 2 milliards de DA) et ceux du secteur privé (640 millions de DA)". "Les 40 % restants, soit plus de 910 millions de DA, représentent les factures impayées par les communes et divers organismes publics et administrations". M. Kerbadeji a expliqué cette augmentation des créances était notamment due à la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19. Depuis le début de la pandémie et suite à la mesure de confinement, des perturbations dans le recouvrement des créances ont été enregistrées. La responsable a annoncé la mobilisation de tous les moyens nécessaires pour le recouvrement progressifs de ces créances, devenues une charge pour l'entreprise et qui freinent le développement de ses investissements destinés à améliorer le service offert aux clients. Afin de faciliter le paiement de leurs factures, la Sonelgaz a mis à la disposition de ses clients un système d'accompagnement avec la création de bureaux-Conseil au niveau de ses agences commerciales, à travers toute la wilaya. À cela s'ajoute la possibilité de règlement des factures au niveau des bureaux de poste ou via Internet à l'adresse électronique de l'entreprise. Parallèlement à ces mesures de facilitation, M. Kerbadeji, a indiqué que sa direction a mis au point un plan prévoyant des coupures de l'alimentation en gaz et électricité et des poursuites judiciaires contre les clients qui refuseraient de payer leur consommation énergétique. Il est à noter que la consommation d'énergie électrique a connu une hausse de plus de 30 % ces dernières années à Boumerdes, en passant de 900 gigawatts en 2009 à 1200 gigawatts actuellement.

Décomposez votre objectif

Une fois votre objectif global défini et vos moyens listés, il s'agit de le décliner en sous-objectifs. Chaque sous-objectif doit au final contribuer à arriver à votre vision. C'est en décomposant votre objectif que vous rendrez votre vision réaliste. Il vous faudra prendre en compte tous les éléments qui participent à sa réalisation. Un objectif peut paraître inaccessible quand il n'est pas décomposé ou une tâche avoir l'air trop lourde si elle est prise dans sa totalité. Alors, au lieu de vous décourager devant l'ampleur de la tâche ou des tâches, les sous-objectifs vont être une aide précieuse. Au final tout grand projet ne reste que la subdivision de petites actions. Si vous souhaitez gravir l'Everest, la première étape pourra consister à vous informer sur le matériel nécessaire, l'acheter, vous préparer ensuite physiquement, etc... Il ne s'agit au final que de mini-objectifs qui vous conduiront à l'atteindre de votre rêve.

Le principe des objectifs SMART

Pour que vos objectifs est un semblant de forme la méthode SMART reste la référence dans le domaine. Cet acronyme signifie : Spécifique, Mesurable, Ambitieux, Réaliste et Temporel. Nous avons déjà vu la nécessité qu'il soit mesurable et temporel, plus haut. Le réalisme et l'ambitieux peuvent sembler contradictoires



mais en réalité ne se contredisent pas car si vos objectifs doivent être ambitieux, ils doivent rester atteignables selon les moyens mis en œuvre car il ne s'agit pas de vous décourager. Le côté ambitieux permet non seulement de se stimuler dans l'action mais également d'éprouver de la fierté à chaque étape franchie.

Les raisons de se créer des objectifs

Se créer des objectifs permet d'abord de passer d'une vision à des actions concrètes car cela reste dans l'action que tout se réalise. Le rêve ne se réalise que

grâce à une multitude d'actions. Même si vous rêvez de gagner à la loterie, il faut déjà avoir pris votre ticket pour que cela se réalise. Comme le dit l'expression 100% des gagnants du loto ont joué. La création d'objectifs permet surtout de comprendre la manière de parvenir à votre vision et d'en évaluer les moyens. Surtout les objectifs permettent de se motiver chaque matin et de voir que vous approchez davantage de votre but. Négliger cette déclinaison revient souvent à avancer dans le brouillard et sans possibilité d'y parvenir.

K.Amel

Comment faire que votre vision devienne réelle ?

Ils sont nombreux à avoir une vision qui n'en restera qu'une. Pour que votre vision se transforme en un projet pérenne et qui emmènera votre entreprise hors des sentiers battus, vous ne devez pas la laisser dormir et pour cela vous devez la transformer en objectifs qu'il vous faudra réaliser pour ne pas paraître comme un doux rêveur ou comme une personne déconnectée de la réalité.

Donnez-vous des objectifs mesurables et dans le temps

La vision se heurte de manière inhérente aux difficultés de la mise en œuvre. Or, Il existe toujours un chemin pour la réaliser. L'argent par exemple représente souvent un frein pour concrétiser la vision. Il est toujours possible d'enlever ce frein en seulement cherchant ce que les financiers et banques proposent au lieu d'anticiper un refus par peur de l'échec.

Le premier bon réflexe consiste à créer des objectifs que vous pouvez quantifier et dans une période définie. Il ne s'agit pas seulement de dire que vous avez envie de devenir leader d'un domaine. Vous devez quantifier par exemple votre chiffre d'affaires et fixer la date à laquelle vous voulez y arriver en tenant compte des délais de réalisation. Une fois les grands objectifs établis, il s'agira de mettre des moyens en face pour y parvenir. Si

vos moyens vous semblent insuffisants, vous devrez sûrement en trouver d'autres qui deviendront à leur tour des objectifs intermédiaires. Il s'agit de pouvoir concrétiser votre vision à l'aide d'actions opérationnelles qui s'échelonnent comme les marches d'un escalier et avec des paliers.

Si vous rencontrez un problème

Tout problème a une solution mais qui n'est pas celle qui vous vient en premier à l'esprit mais. Il est, on pourrait dire humain, de se retrouver à une impasse qui nous simple insurmontable. La plupart des gens s'arrêtent et se bloquent face à un problème qu'ils ne savent pas résoudre. Il s'agit souvent d'une excuse comme le manque d'argent, la conjoncture économique, les difficultés à recruter, qui leur fait reporter ad vitam aeternam leur projet. Pourtant des solutions existent souvent de manière directe ou indirecte. Vous êtes face à un problème, au lieu de vous morfondre sur les circonstances qui ne sont pas en votre faveur autant passer du temps à chercher les différentes solutions qui existent. Thomas Edison a trouvé 1000 manières de ne pas faire de l'électricité mais une qui marche. Si vous ne les trouvez pas seul, vous pouvez vous entourer de personnes qui pourront vous donner des pistes que vous pourriez exploiter.

Le prix Médicis du roman français

LE CŒUR SYNTHÉTIQUE DE CHLOÉ DELAUME PRIMÉ

Chloé Delaume a remporté le prix Médicis du roman français pour *Le Cœur synthétique* (Seuil), décerné alors que d'autres jurys ont choisi d'attendre la réouverture des librairies, a annoncé ce vendredi la présidente du jury Marie Darrieussecq. «Je n'osais pas y croire. Nous étions dix et il y avait des concurrents très, très sérieux», a affirmé la lauréate sur France Inter. «Ce livre est un aboutissement, avec aussi une certaine légèreté, ce qui n'est pas le cas dans tous ses livres», a commenté Marie Darrieussecq. *Le Cœur synthétique* raconte l'histoire d'une attachée de presse dans l'édition, divorcée sans enfant, qui à l'approche de ses 50 ans peine à trouver un sens à sa vie et un homme qui lui convienne. «C'est qu'il a tant vieilli, le Cœur d'Adélaïde. Il accepte le réel, il sait se protéger. Il ne veut plus saigner, se préfère encore vide. Le Cœur d'Adélaïde se voudrait embaumer», écrit la romancière de 47 ans. Le prix Médicis du roman étranger est allé à Antonio Muñoz Molina pour *Un promeneur solitaire dans la foule* (Seuil). Cet Espagnol de 64 ans avait publié en 2018 cette déambulation dans les métropoles où il a vécu, Madrid, Lisbonne, Paris et New York, et où il réfléchit à la beauté du monde, celui des artistes, et à sa laideur, celui des capitalistes. «C'est une rêverie qui va nous permettre en ces temps de confinement de nous promener dans les villes et dans les rêves», a affirmé Marie Darrieussecq. Enfin, le prix de l'essai a été décerné au Norvégien Karl Ove Knausgaard, 52 ans, pour *Fin de combat* (Denoël), sixième et dernier volet de son cycle autobiographique *Mon combat*. Ce livre de 1.400 pages revient sur le début en 2009 de la publication du grand œuvre d'un auteur très controversé, qui devient subitement une star. Il est confronté à la colère de son père. «C'est dans ce but, devenir riche, que, moi, j'avais exposé ma propre famille sur la place publique. Publier un tel livre était résolument inacceptable, parce qu'il était mensonger et qu'il portait atteinte au respect de la vie privée», se souvient le romancier. Comme le Femina, le Médicis a indiqué vouloir continuer à faire vivre l'actualité du livre. «Le prix Médicis a fait le pari que ses lecteurs, amoureux de littérature exigeante, feront le choix de leur libraire par «réservation et retrait» plutôt que d'Amazon, en attendant la réouverture totale des librairies», a écrit Marie Darrieussecq dans un communiqué.

Cinéma

Ça continue de tourner... masqué

Filmer par temps de Covid, «mission impossible» ? Pas pour Tom Cruise, immortalisé par des photographes à Venise, sautant, masqué sur le nez, entre deux bateaux taxi. Signe que malgré la pandémie, la planète cinéma continue de tourner. La star américaine était fin octobre dans la cité des Doges, pour le tournage du nouvel opus de cette série d'action. A l'autre bout du monde, en Nouvelle-Zélande, ce sont des séquences destinées aux nouveaux volets d'«Avatar», de James Cameron, qui ont été récemment mises en boîte. Peu d'équipes de film sont par contre revenues à Los Angeles, où l'on tourne pour l'instant principalement des programmes télé, des clips musicaux ou des pubs, tandis qu'à Paris, les tournages ont pleinement repris. «Derrière la caméra, tu es tellement habité par ton truc que t'oublies le masque», témoigne le cinéaste Clovis Cornillac, qui tourne actuellement une adaptation des Couleurs de l'Incendie, du romancier Pierre Lemaître, dans les beaux quartiers de la capitale. Son tournage, comme tous ceux qui ont pu reprendre en France depuis la fin du confinement du printemps, doit suivre un strict protocole sanitaire : masque pour tous, à l'exception, bien entendu, des acteurs en train de jouer. Dans un salon de thé à la décoration Belle époque, tout en marbre et en dorures, des figurants prennent ainsi leur pause, en costume années 1930 et masqué sur le nez. Dehors, les Champs-Élysées sont déserts. «On a une chance unique de travail-



ler, même si tout est plus compliqué et plus lourd», souligne le réalisateur. Pour ne rien laisser au hasard, tous les membres de l'équipe sont testés chaque semaine - au total, plus d'un millier de tests pour 50 jours de tournage. «On est en autarcie, et c'est sûr que le week-end, personne ne sort faire la teuf (la fête : ndlr) !», sourit Clovis Cornillac. Et avec un médecin pour veiller au grain, des infirmiers, des surcoûts de tout ordre, la facture liée au coronavirus grimpe à environ 450.000 euros sur les 15 millions de budget, selon son producteur, Gaumont.

Angoisse permanente

Pourtant, «il faut continuer de tourner», sans quoi toute la chaîne du cinéma sera grippée à la réouverture des salles, souligne Marc Vадé, le directeur des productions de cette «major» tricolore, l'une des plus anciennes maisons de production au monde, qui en 125

ans d'existence n'avait jamais connu de tels chamboulements. «L'angoisse est permanente, il suffit qu'un comédien, le réalisateur ou le chef opérateur l'attrape, et ça devient très problématique.» Une mésaventure dont peuvent témoigner les producteurs du dernier Batman : le tournage, au Royaume-Uni, avait été suspendu à la fin de l'été. Un membre de l'équipe, probablement l'homme chauve-souris, Robert Pattinson, a contracté le virus. Malgré tout, entre les films repoussés pendant la première vague, et ceux qui se dépêchent de tourner avant d'éventuelles nouvelles restrictions, il y étonnamment à Paris, plus de tournages que jamais : ils «ont repris doucement pendant l'été. Mais depuis le 1er septembre, c'est monstrueux ! Tout le monde est en train de se rattraper», témoigne Michel Gomez, délégué à la mission cinéma de la ville, qui dénombre 55 tournages depuis le 11 mai. Un peu partout, on peut croiser projecteurs et camions régie mais les barnums, ces grandes tentes où les équipes prennent leur repas, ont été pros- crites. Et malgré les rues désertes, tourner n'est pas forcément aisé. Par exemple lorsqu'il faut rouvrir un café pour rendre un arrière-plan plus «vivant»... Les équipes internationales, friandes des décors de la Ville Lumière, ne font, elles, plus le déplacement et «ne se projettent pas avant mai ou juin 2021», constate M. Gomez, qui n'a en revanche pas enregistré d'annulation de tournages français depuis le second confinement.

UNE EXPOSITION SUR LES MÉTIERS DE LA RESTAURATION INAUGURÉE À LA CITADELLE D'ALGER

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a inauguré dimanche une exposition sur les métiers de la restauration utilisés lors des opérations de réhabilitation à la Citadelle d'Alger. Ouverte au public durant une semaine, l'exposition s'inscrit dans le cadre l'exploitation des sites archéologiques et monuments historiques classés. La ministre a visité, à cette occasion, quelques «bâtisses» restaurées de la Citadelle tout en s'enquérant de l'état d'avancement des travaux de restauration des autres parties du monument. Elle a instruit, à ce

titre, les responsables de ce site historique important de redoubler d'efforts afin de faire de la Citadelle d'Alger une «destination culturelle et touristique par excellence» ouverte aux visiteurs notamment les écoliers. L'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels (Ogebc) prévoit à partir de lundi des visites de 30 minutes tous les jours avec des droits d'accès fixés à 500 DA pour les adultes, 250 DA pour les 10-18 ans et gratuit pour les enfants de moins de 10 ans. Les travaux de construction de la citadelle ont été entamés au XVIe siècle par les frères Barberousse et

devenue le siège du pouvoir politique en 1816, le site compte le palais du dey, le palais des beys, une mosquée pour le dey et une autre pour les janissaires, des bains, des jardins en plus de structures militaires et fortifications. Après plusieurs opérations de restauration non abouties, des travaux d'urgence et de sauvegarde de la citadelle ont été entamés en 2005, au niveau de neuf bâtisses du site, avant que les travaux de restauration ne soient engagés en 2011.

M.Toumi / Ag

Prix Femina

SERGE JONCOUR RÉCOMPENSÉ AVEC NATURE HUMAINE

Au départ, trois romancières et deux romanciers étaient en finale pour le prix Femina du roman français, remporté par Serge Joncour. Le prix Femina du roman français est donc tombé, et c'est Serge Joncour qui l'a remporté, avec son livre intitulé *Nature humaine*, ont annoncé les éditions Flammarion, qui publient l'ouvrage. Le Femina a éliminé deux livres qui avaient du succès chez les jurys des prix littéraires d'automne, Cha-

virer de Lola Lafon et *Héritage* de Miguel Bonnefoy. Les romans de Thierry Clermont, Olivia Elkaim, Marie-Hélène Lafon, et Diane Mazloum ont été écartés. Six œuvres étaient également en finale pour le prix Femina du meilleur essai, remporté par Christophe Granger, pour *Joseph Kabris ou les possibilités d'une vie* (1780-1822). «Un destin extraordinaire qui nous conduit de #Bordeaux aux îles Marquises, d'un baleinier aux foires en Eu-

rope», selon le journaliste Xavier Mauduit. Le prix Goncourt, qui devait être décerné le 10 novembre, et Interallié, prévu le 18, ont été reportés. «Le prix Goncourt est remis à une date indéterminée puisque le 10 novembre les librairies ne seront pas ouvertes. Pour les académiciens il n'est pas question de le remettre pour qu'il bénéficie à d'autres plateformes de vente», a écrit le prix Goncourt dans un communiqué.

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Le Monde

Fondation pour l'édition et la publicité

EDITER PAR LA EURL EL HAOUAFIZE

Président directeur général
Directeur des publications

MME SEMROUNI.K

Directeur adjoint

Z.NACER

DIRECTEUR GÉNÉRAL
FONDATEUR

MME SEMROUNI.K

MONDE
DE L'ADMINISTRATION

RÉDACTEUR EN CHEF

A.SALIM

SIÈGE SOCIAL
22 RUE SAHRAOUI EL
ACHOUR - ALGER

DIRECTION FAX/TEL
021357070

COMPTE NUMERO

00500112145636147 BDL

ANEP TEL 02173778

021737128

FAX 021739559

DÉPÔS

OUEST - CENTRE - EST

IMPRESSION

SIA

Serie A

BENNACER ET MILAN INVAINCUS EN CHAMPIONNAT

Les coéquipiers d'Ismail Bennacer ont été tenus en échec hier par la formation de l'Hellas Verone à San Siro, pour le compte de la 7^{ème} journée de la Série A (2-2). Les protégés de Stefano Pioli ont terminé la première période menés au score par 2-0, mais ils sont revenus en deuxième mi-temps à la marque et on inscrit deux buts. C'est Zlatan Ibrahimovic qui a offert un point inespéré à son équipe dans le temps additionnel de la partie, alors qu'il a raté un penalty quelques minutes plus tôt. L'international algérien a disputé l'intégralité de cette rencontre et a été bon. Après ce match nul, le Milan AC préserve sa première place au classement avec 17 points au total. Malgré la grosse défaite en Europa League contre Lille (3-0) qui a cassé leur série d'invincibilité de 24 matchs, Les Rossoneri restent invaincus cette saison en championnat.

ADAM OUNAS : «JE GRANDIS À CAGLIARI»

L'international algérien Adam Ounas, arrivé à Cagliari durant l'intersaison, a estimé qu'il «grandissait» en Sardaigne, où il a «repris confiance», en témoigne sa prestation samedi lors de la victoire à domicile devant la Sampdoria (2-0) pour le compte de la 7^{ème} journée de Serie A. «Evidemment, je me réjouis des trois points réussis face à la Sampdoria, mais je suis aussi content de la façon dont nous avons tous joué et de la force collective pour atteindre cet objectif», a déclaré Ounas au site officiel de Cagliari, jugeant que le club est sur le bon chemin. Utilisé comme ailier droit, l'international algérien se distingue aussi avec son soutien défensif à ses coéquipiers durant les matchs, ce qui lui fait augmenter son volume de jeu, mais aussi la confiance en ses capacités. «Je suis arrivé à Cagliari après une longue période sans matches dans les jambes, je pense que j'ai grandi et repris confiance en mes capacités, ce qui augure d'une bonne saison pour moi», a expliqué Adam Ounas, qui retrouvera l'équipe nationale à l'occasion de la double confrontation face au Zimbabwe pour le compte des éliminatoires de la CAN-2021.

Ligue 1 : JS Kabylie ZELFANI DÉJÀ SOUS PRESSION

Les deux défaites des Canaris concédées lors du tournoi Smaïn Khabatou face au NAHD et au PAC ont été mal vécues par toute la famille de la JSK, dirigeants, staff technique, joueurs et supporters. C'était un affront, car la formation kabyle était la première à reprendre les entraînements, alors que le NAHD par exemple a connu des turbulences et des changements sur tous les plans, comme elle a été amoindrie par l'absence de quelques cadres, en l'occurrence Sebbah, Benayad, Bennai et autre Ouadji. «On a pris et abordé ces matches comme des rendez-vous officiels. On les a malheureusement perdus. C'est des défaites impardonnables pour moi et pour les joueurs. Toutefois, cela ne m'inquiète pas, car l'occasion fut propice pour voir des joueurs à l'œuvre à l'image des défenseurs, comme Tizi Bouali, qui revient de blessure, et le jeune Mekidèche qui progresse», a affirmé le coach de la JSK au site officiel du club, tout en regrettant le manque de réalisme de ses attaquants (l'unique but face au NAHD inscrit par le milieu de terrain Benchaïra). «On a raté beaucoup d'occasions. On aurait pu tuer le match dès les vingt premières minutes de jeu. La sortie de Derradji, victime d'une angine, nous a pénalisés. On ne voulait pas prendre de risques avec lui. Nos joueurs manquent encore de lucidité, ça va venir. Ça a bien fonctionné dans l'occupation du terrain, le bloc et le circuit préférentiel, mais il fallait marquer des buts et faire preuve de réalisme. Dans les 20 prochains jours, on sera au top physiquement et tactiquement», a précisé Zelfani qui espère obtenir bientôt sa Licence CAF A, car la CAF a donné le feu vert aux fédérations nord-africaines pour la reprise des formations pour cette Licence CAF A, exigée aux techniciens africains exerçant sur le continent noir.

CAN 2021 : Algérie-Zimbabwe LES "VERTS" REPLONGENT DANS L'AMBIANCE DES MATCHES OFFICIELS



La sélection algérienne de football va retrouver de nouveau l'ambiance des matches officiels, à l'occasion du stage ouvert hier au Centre technique de Sidi-Moussa (Alger) précédant la double confrontation face au Zimbabwe, les 12 et 16 novembre pour le compte des 3^e et 4^e journées des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021. Avant d'affronter les "Warriors", les coéquipiers de Baghdad Bounedjah restaient sur deux matches amicaux disputés en octobre dernier, face au Nigeria en Autriche (1-0) et au Mexique (2-2) aux Pays-Bas. L'attente aura été longue pour les "Verts" qui vont ainsi reprendre la route pour la défense de leur titre continental décroché à la CAN-2019 en Egypte, après avoir entamé admirablement la campagne qualificative en novembre 2019 en s'imposant d'abord largement à Blida face à la Zambie (5-0), avant d'aller battre le Botswana à Gaborone (1-0). Mais la pandémie de coronavirus (Covid-19) est venue interrompre l'ensemble des compétitions à travers le monde, dont les épreuves relevant de la Confédération africaine

(CAF), ce qui explique les 12 mois passés par l'équipe nationale loin de tout match officiel. L'objectif des "Verts" est désormais de sceller leur qualification pour la phase finale de la CAN-2021 avant terme. En vue de ces deux rencontres, le sélectionneur national Djamel Belmadi a fait appel à 24 joueurs, une liste jugée "assez cohérente" par les observateurs au vu des éléments à sa disposition. On notera ainsi le retour du défenseur central Djamel Belameri, auteur d'un début tonitruant sous le maillot de l'Olympique lyonnais (France), mais également du milieu offensif Adam Ounas qui est en train de retrouver ses sensations avec Cagliari (Italie). Le néo-attaquant de Nîmes Olympique (France) Karim Aribi signe en revanche sa première convocation dans le "Club Algérie". Côté défections, le latéral droit de l'OGC Nice (France), Youcef Atal, testé positif au Covid-19, a déclaré forfait. Déjà absent pour blessure lors des deux matches amicaux d'octobre dernier, Atal devra patienter pour retrouver la sélection. Il a été remplacé par le défenseur du Club Africain

(Tunisie), Hocine Benayada, appelé en renfort par Belmadi. Le natif d'Oran (28 ans) avait déjà été convoqué chez les "Verts", mais sans pouvoir jouer le moindre match. L'ailier gauche Youcef Belaïli, qui vient de trouver enfin un point de chute en s'engageant avec le Qatar SC, et l'attaquant Islam Slimani, en manque de temps de jeu avec Leicester City (Premier League anglaise), restent toujours à l'écart. Idem pour le milieu de terrain Hicham Boudaoui (OGC Nice/France), appelé à faire face à une rude concurrence dans son poste. Sur l'ensemble des 24 joueurs retenus pour les deux rendez-vous face au Zimbabwe, 18 avaient été sacrés champions d'Afrique en Égypte. À la veille de la 3^e journée du groupe H, l'Algérie occupe la 1^{re} place avec 6 points, devant respectivement le Zimbabwe (4 pts) et le Botswana (1 pt), alors que la Zambie ferme la marche avec 0 point. Les deux premiers du groupe se qualifient pour la phase finale de la CAN-2021 au Cameroun, reportée à 2022 en raison de la pandémie de Covid-19.

Bessa N

Belmadi satisfait de l'état de la pelouse du 5-Juillet



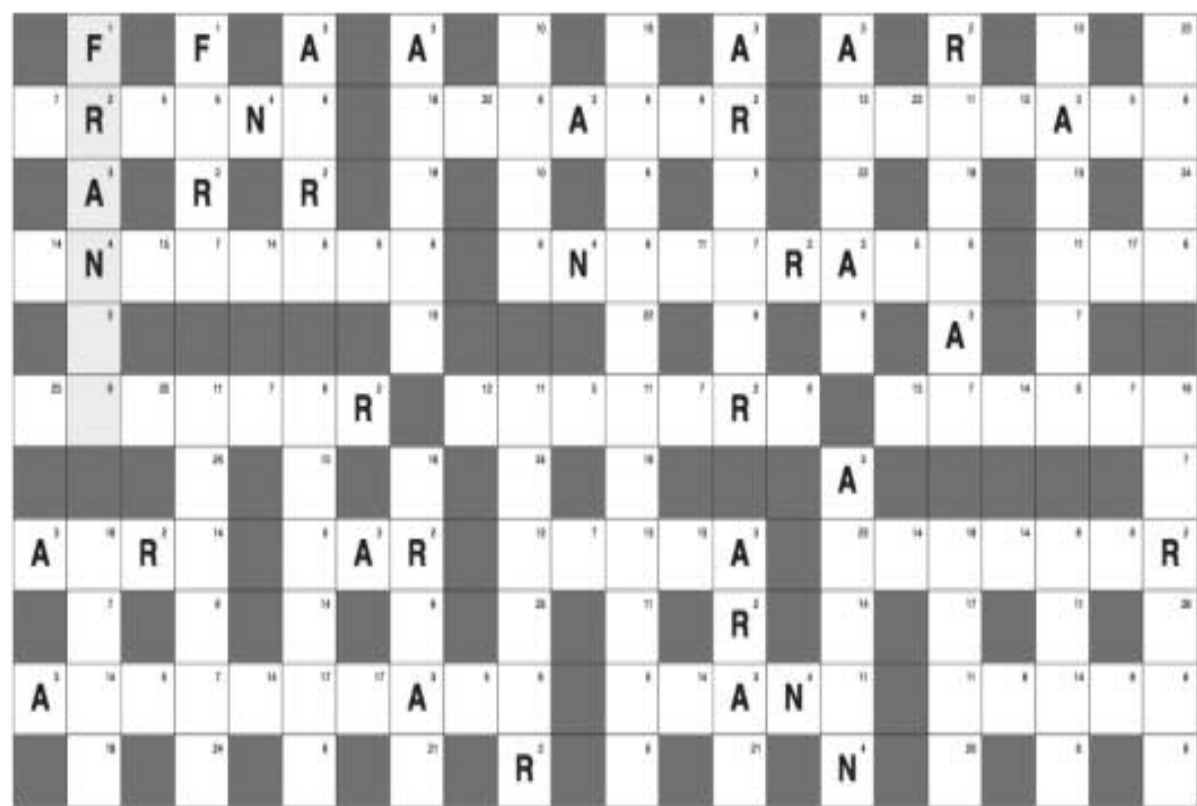
Le sélectionneur de l'équipe nationale de football, Djamel Belmadi, s'est montré satisfait de l'état de la pelouse du stade Olympique du 5-Juillet (Alger), à trois jours de la réception du Zimbabwe, jeudi (20h00) dans le cadre de la 3^e journée (Gr. H) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021. «Nous constatons qu'ils ont bien travaillé (l'équipe d'entretien de la pelouse, ndlr). Le fait qu'il n'y a pas eu de matches de championnat a permis aux ingénieurs de nous donner une pelouse impeccable, nous reconnaissons le fait qu'ils ont bien travaillé, c'est une bonne chose. Je ne pense pas que nous allons nous entraîner sur cette pelouse, je préfère effectuer l'ultime séance d'entraînement de la veille du match à Sidi-Moussa», a indiqué Belmadi dans une déclaration accordée au

site de la Fédération algérienne (FAF). Arrivé dimanche à Alger, le coach national, accompagné de trois membres de son staff technique (Aziz Bouras, Zahir Bensedira et Madjid Bouguerra) a effectué une visite à l'enceinte olympique, où il a eu à inspecter les différentes installations. La délégation de l'équipe nationale a visité également les vestiaires, notamment celui nouvellement réaménagé à l'étage, avant d'opter pour celui se trouvant près du terrain "afin d'optimiser le temps à utiliser entre les deux mi-temps", précise la FAF. «L'absence du public ? C'est là où le bât blesse. On aurait aimé la présence de nos supporters qui sont une partie intégrante de notre projet. On sait l'amour qu'ils ont pour leur équipe. La situation est telle qu'on doit l'accepter, on aura une pensée pour eux. Je sais qu'ils seront

devant leur écran de télévision pour nous soutenir", a-t-il conclu. Les "Verts" entament lundi un stage au Centre technique national de Sidi-Moussa (Alger), en présence de 24 joueurs, dont 18 sacrés champions d'Afrique lors de la CAN-2019 en Égypte. Le Zimbabwe et l'Algérie se retrouveront de nouveau le 16 novembre au stade de Harare (16h00 algériennes), en match comptant pour la 4^e journée des qualifications de la CAN-2021. À la veille de la 3^e journée du groupe H, l'Algérie occupe la 1^{re} place avec 6 points, devant respectivement le Zimbabwe (4 pts) et le Botswana (1 pt), alors que la Zambie ferme la marche avec 0 point. Les deux premiers du groupe se qualifient pour la phase finale de la CAN-2021, reportée à 2022 à cause du Covid-19.

B.N

Mots codés

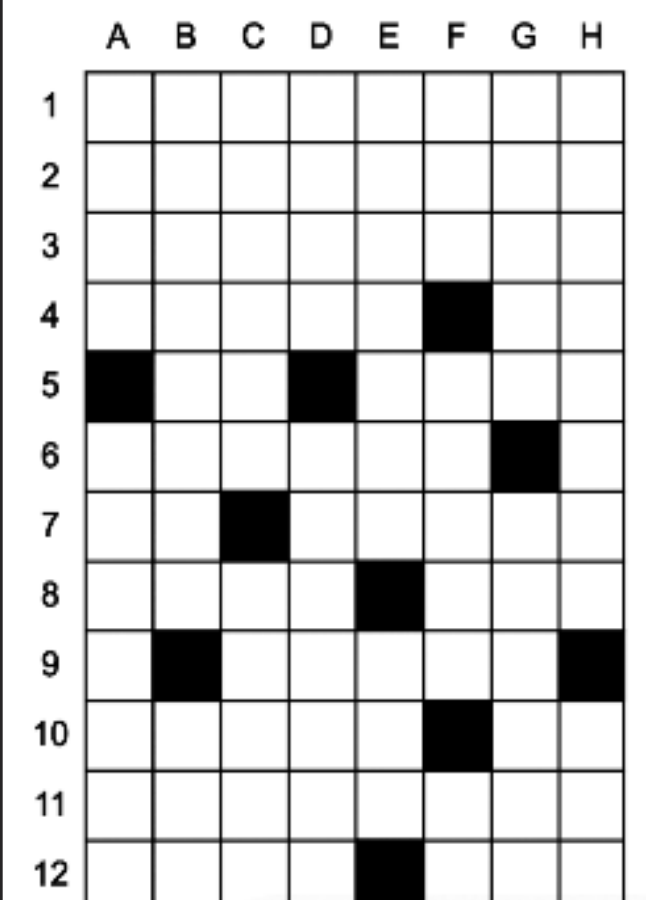


Mots mélangés

ACETONE AIRAIN
CAISSIER CAVALCADE
CORNICHON CORTEX
DISCOURS DROIT
ECOUTER ECULE EMOI
FANER FRIRE GARDERIE
GARNEMENT GERFAUT
IMMODERE INDEFINI
LOISIR MARITIME
MOMENT MOSCOVITE
NAJA ODEUR
ONE-STEP PENE
PRECARITE RANG
REMIGE RENVOI
REVOLU SARDINIER
SECHER SENE SERIER
TEMPLE



Mots croisés



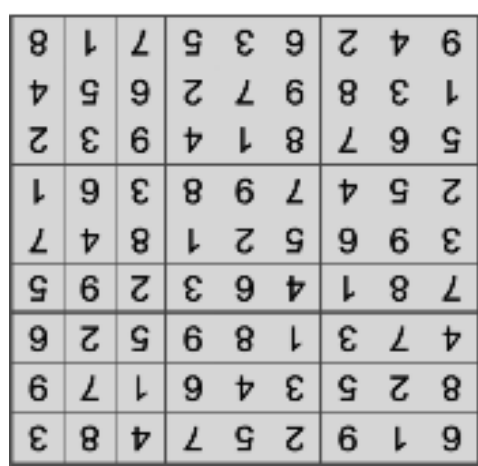
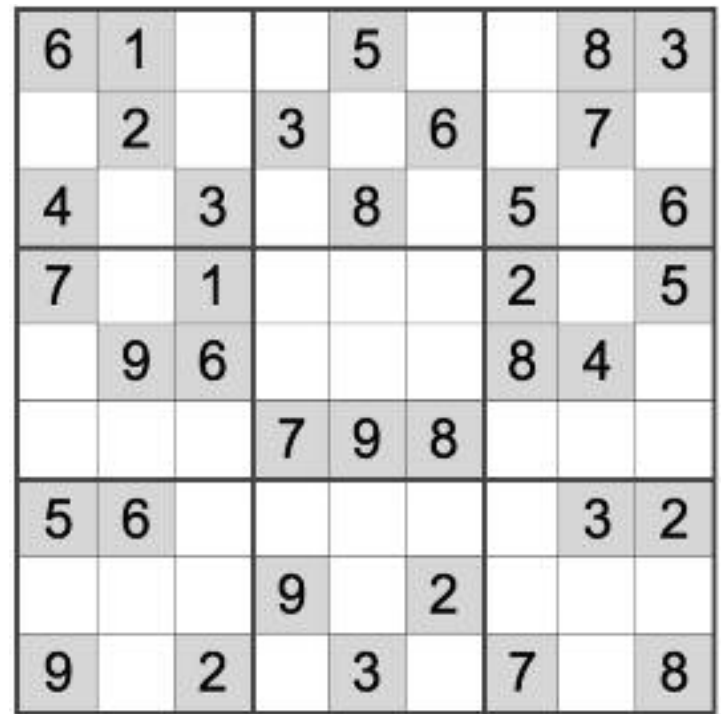
HORIZONTALEMENT :

1. Lubriques. 2. Lac des Andes. 3. Plante en buissons. 4. Julien, héros de roman. Presque un million d'octets. 5. Groupe d'États unis. Premier babyl. 6. Terre australe. 7. Sur le do. Posture de yoga. 8. Adversaire de l'État. Comme un frère au couvent. 9. Provoquer des bâillements. 10. Impératrice d'Orient. Lettres devant un prêtre. 11. Telles des affaires réglées.

VERTICALEMENT :

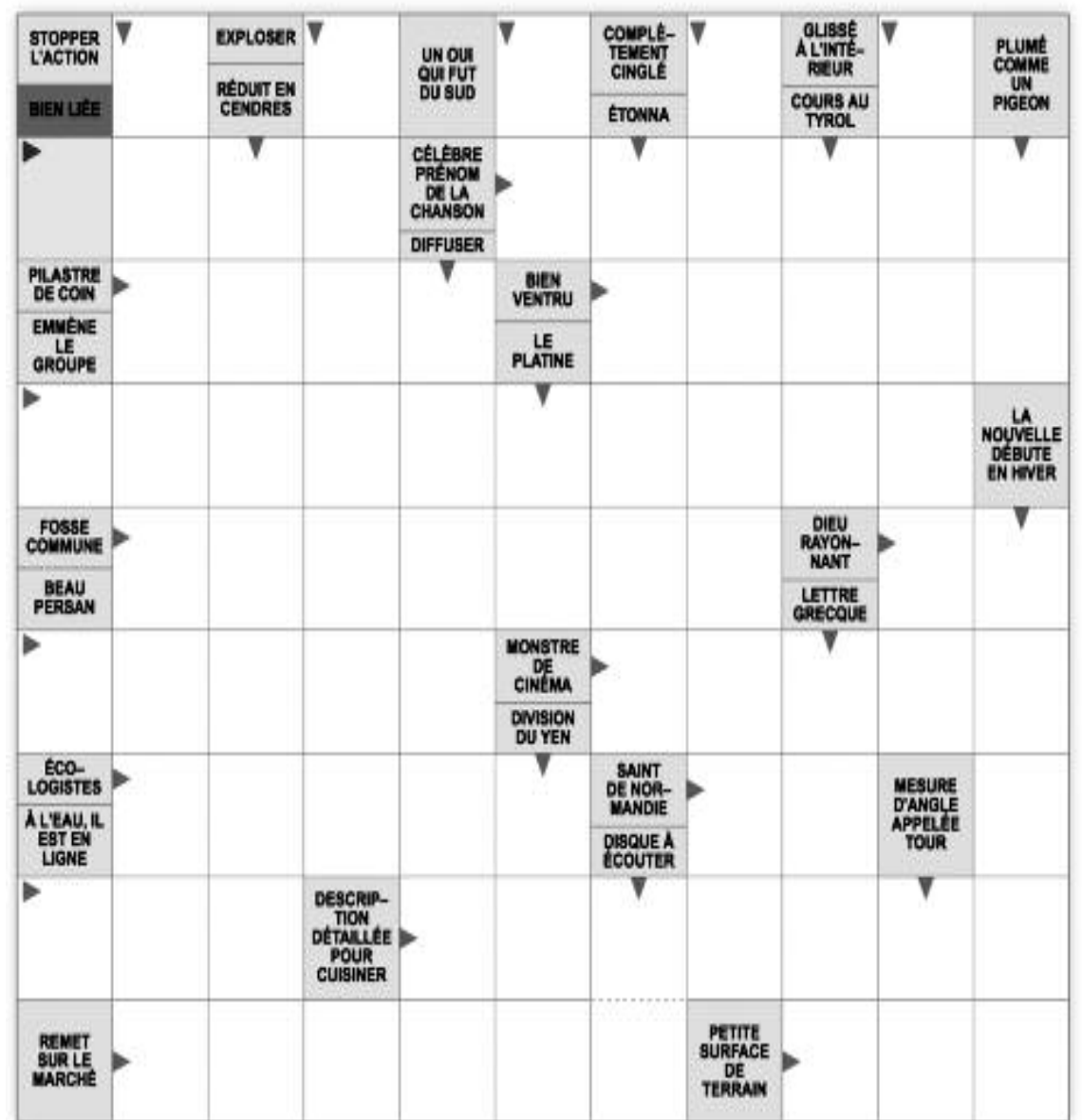
A. Mis à une autre place. Avec lui, on boit la tasse. B. Habitant du Finistère. Au moins deux manches au bridge. C. Mesurée à la scierie. Enceinte pour le combat. D. Produit d'entretien. Elle passe à Dinan. E. Épluchais une noix. Assaisonnement en grains. F. Pianiste ou actrice. Emporta le roi d'Espagne. Vieux do. G. Sur la crête des vagues. Exposer une histoire. H. Guerrier de l'ancien Japon. Élément de l'alphabet grec.

Sudoku



Solution
sudoku

Mots fléchés



de l'administration **Le Monde**

Quotidien National d'Information • www.lemondeadm.com



**Tous les jours
dans les kiosques**

**CETTE ESPACE EST
RESERVÉ POUR VOUS**

PUBLICITÉS

pour plus de détails
contactez nous au:



023 95 73 73 / 0553 45 62 56

Ou par Email au: monde.adm@gmail.com

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Présidence

Le Président Tebboune adresse ses remerciements au Algériens pour l'intérêt porté à son état de santé

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a adressé ses vifs remerciements au Algériens pour l'intérêt qu'ils ont porté à l'évolution de son état de santé et pour s' "être unis" autour de leur président, affirmant apprécier "hautelement" leurs prières et leurs vœux de prompt rétablissement, a indiqué dimanche, un communiqué de la Présidence de la République. "Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune

adresse ses vifs remerciements au Peuple algérien pour l'intérêt qu'il porte à l'évolution de son état de santé et pour son union autour de son Président, et apprécie hautement les prières et les vœux sincères de prompt rétablissement de nos valeureux concitoyens", souligne le communiqué. "Le Président de la République tient à rassurer le Peuple algérien qui attend son retour au pays, que son état de santé s'améliore, priant Dieu Tout-Puissant de

guérir les patients atteints de Covid-19, d'entourer les personnes décédées de Sa Sainte miséricorde et de prêter à leurs proches patience et réconfort", ajoute la même source. "M. Tebboune exprime, également, sa reconnaissance aux souverains, chefs d'Etat et de gouvernement et instances et organisations internationales pour leur intérêt et leurs vœux sincères de prompt rétablissement, priant Dieu de leur accorder santé et bien-être".

Etats Unis

Les anciennes autorisations exceptionnelles de circulation annulées et remplacées par un nouveau modèle



La wilaya d'Alger a annoncé, hier l'annulation des anciennes autorisations exceptionnelles de circulation délivrées auparavant par ses services au profit des institutions publiques et privées, et leur remplacement par "un nouveau modèle d'autorisations", suite à la reconduction de 15 jours supplémentaires du confinement partiel à domicile, dans le cadre des mesures de gestion de la crise sanitaire du fait de la propagation du nouveau coronavirus. Dans un communiqué publié sur sa page facebook, la wilaya d'Alger a souligné qu'"après réadaptation des horaires de confinement partiel à domicile à travers tout le territoire de la wilaya d'Alger de 20:00 au

lendemain à 05:00 pour une durée supplémentaire de 15 jours, à partir du 10 novembre, "le wali d'Alger informe l'ensemble des institutions publiques et privées, ainsi que les individus titulaires d'une autorisation exceptionnelle de circulation auprès des services de la wilaya d'Alger ou de ses circonscriptions administratives, de l'annulation de ces autorisations qu'il convient de remplacer par un nouveau modèle". La même source a rappelé également "la suspension du transport urbain collectif public et privé durant les week-ends sur tout Alger, avec maintien de l'interdiction du transport collectif des personnes de et vers la wilaya d'Alger", soulignant que "tout contrevenant à cette mesure sera passible des sanctions juridiques énoncées". "Il sera procédé à la fermeture des marchés de vente de véhicules d'occasion au niveau de l'ensemble du territoire de la wilaya d'Alger. Quant aux marchés hebdomadaires, un programme de contrôle strict devra être adopté par les services compétents afin de s'enquérir du respect des gestes barrières relatifs à la pandémie". Il s'agit également de "la fermeture immédiate de chaque marché hebdoma-

daire ne respectant pas ces protocoles". "Il a été décidé, en outre, la fermeture de tous les jardins publics et les espaces de loisirs et de divertissement se trouvant dans la wilaya d'Alger et la prolongation de la mesure interdisant toute forme de rassemblements d'individus et familiaux, les mariages, les circoncisions, les réceptions et au niveau des cimetières, où des sanctions sévères devront être prises à l'encontre des contrevenants». Le wali d'Alger a fait savoir, dans ce sens, qu'il sera procédé au renforcement du système de contrôle du respect des protocoles sanitaires relatifs à cette pandémie et ce à travers une série de mesures y afférentes, notamment le renforcement du contrôle de l'application du protocole sanitaire au niveau des mosquées et l'impératif pour les propriétaires de cafétéria et de restaurants de retirer les tables et les chaises à l'intérieur et à l'extérieur des locaux». Il s'agit également du renforcement du contrôle des magasins et autres activités commerciales et de services afin de veiller au respect des gestes barrières et la fermeture immédiate des magasins ne respectant pas ces mesures.

Direction régionale AADL d'Alger-Est

La fermeture est pour une durée de 15 jours



L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a annoncé, hier dans un communiqué, la fermeture pour une durée de 15 jours, de la Direction régionale AADL d'Alger-Est (DRAE), à titre préventif contre la propagation de l'épidémie de la Covid-19. "L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) porte à la connaissance de ses souscripteurs que la Direction régionale de l'AADL d'Alger-Est (DRAE) a été fermée pour une durée de 15 jours, comme mesure

préventive contre la propagation de la Covid-19 parmi les souscripteurs", lit-on dans le communiqué posté sur ma page officielle Facebook de l'AADL. Cette décision intervient suite à l'enregistrement d'un nombre de cas d'atteinte par le nouveau Coronavirus (Covid-19), parmi les fonctionnaires et salariés de la DRAE. Face à cette situation, l'AADL appelle l'ensemble de ses travailleurs et fonctionnaires, à la nécessité de faire preuve de vigilance et de prudence et au respect des mesures préventives visant à juguler la propagation de l'épidémie.

Tribunal d'Annaba:

3 mois de prison ferme requis contre le directeur du quotidien El Watan

Le procureur du tribunal d'Annaba a requis, lundi, une peine de 03 mois de prison ferme à l'encontre du directeur de la publication d'El-Watan, Tayeb Belghiche, dans l'affaire qui oppose les enfants de feu le Général de corps d'Armée, Gaïd Salah, au journal. Il est à rappeler que les fils de l'ancien chef d'état-major de l'ANP avaient porté plainte pour diffamation et atteinte à l'honneur et à la mémoire du défunt, après la publication, le 31 août passé, d'un article intitulé "les enfants de Gaïd Salah détenteurs de nombreux biens : les détails d'une fortune à l'ombre de général". A noter que lors de son audience, le directeur de publication d'El Watan a refusé d'affranchir du nom du journaliste qui a commis l'article, objet de la plainte.

Cybercriminalité :

152 affaires d'escroquerie en ligne élucidées en 9 mois

Les brigades de lutte contre la cybercriminalité relevant de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) ont élucidé 152 affaires liées à la cybercriminalité et à l'escroquerie sur la Toile, et arrêté 216 personnes durant les 9 premiers mois de 2020, a indiqué la DGSN lundi dans un communiqué. «L'analyse a démontré que les escroqueries sur Internet ont ciblé des citoyens tous âges et catégories confondus sur le territoire national», ciblés par des criminels qui proposent des offres, services et marchandises fictives moyennant des sommes d'argent, entraînant ainsi les victimes «suivant des étapes frauduleuses progressives» dans des liens suspects en les exposant aux crimes, a précisé la même source. Poursuivant les cam-

pagnes de sensibilisation au sujet des crimes d'escroquerie sur Internet via ses pages Facebook et Tweeter, la DGSN a appelé les internautes à la vigilance concernant les duperies des hackers en évitant de répondre aux pourriels qui les invitent à introduire des renseignements ou des mots de passe. Les parents sont également invités à contrôler toute utilisation d'internet par les enfants et à les conscientiser continuellement quant aux risques de la Toile. La DGSN rappelle, par ailleurs, ses supports de communication officiels, à savoir son site web et ses comptes Facebook et Tweeter, et met à la disposition des citoyens le numéro vert 1548 et celui de secours 17 pour recevoir tous signalements 24h/24, a conclu le communiqué.

Le point sur la pandémie :

642 nouveaux cas, 288 guérisons et 14 décès ces dernières 24 heures en Algérie

Six cent quarante-deux (642) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 288 guérisons et 14 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué lundi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 62.693

dont 642 nouveaux cas, soit 1,5 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 2062 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 42.325, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19. En outre, 9 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 21 n'ayant enregistré aucun

cas, alors que 18 autres ont enregistré plus de 10 cas. Par ailleurs, 60 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir. Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.